

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

178

Année 1899

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 26 janvier 1899, à 1 heure

PAR

Paul TRAVERSE

NÉ A CLAMART (SEINE): LE 30 AOÛT 1871

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX DE PARIS

MÉDAILLE DE BRONZE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

ÉTUDE

SUR

LES DISPENSAIRES

POUR ENFANTS MALADES

A PARIS

PRÉSIDENT : **M. POUCHET**, professeur.

MM. PROUST, professeur.

JUGES. . {

THOINOT,

P. LANGLOIS, } agrégés.

PARIS

GEORGES CARRÉ ET C. NAUD, EDITEURS

3, RUE RACINE, 3

1899

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1899

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 26 janvier 1899, à 1 heure

PAR

Paul TRAVERSE

NÉ A CLAMART (SEINE): LE 30 AOUT 1871

ANCIEN EXTERNE DES HOPITAUX DE PARIS

MÉDAILLE DE BRONZE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

ÉTUDE

SUR

LES DISPENSAIRES

POUR ENFANTS MALADES

A PARIS

PRÉSIDENT : **M. POUCHET**, professeur.

MM. PROUST, professeur.

JUGES. .

THOINOT,

P. LANGLOIS, } agrégés.



PARIS

GEORGES CARRÉ ET C. NAUD, EDITEURS

3, RUE RACINE, 3

1899

FACULTÉ DE MEDECINE DE PARIS

	Doyen.	M. BROUARDEL.
	Professeurs.	MM.
Anatomie.		FARABEUF.
Physiologie.		CH. RICHET.
Physique médicale.		GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.		GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.		BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.		BOUCHARD.
Pathologie médicale.		{ HUTINEL.
		{ DEBOVE.
Pathologie chirurgicale.		LANNELONGUE.
Anatomie pathologique.		CORNIL.
Histologie.		MATHIAS DUVAL.
Opérations et appareils.		TERRIER.
Matière médicale et Pharmacologie.		POUCHET.
Thérapeutique.		LANDOUZY.
Hygiène.		PROUST.
Médecine légale.		BROUARDEL.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		N...
Pathologie comparée et expérimentale.		CHANTEMESSE.
Clinique médicale.		{ POTAIN.
		{ JACCOUD.
		{ HAYEM.
		{ DIEULAFOY.
Clinique des maladies des enfants.		GRANCHER.
Clinique des maladies syphilitiques.		FOURNIER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.		JOFFROY.
Clinique des maladies nerveuses.		RAYMOND.
Clinique chirurgicale.		{ BERGER.
		{ DUPLAY.
		{ LE DENTU.
		{ TILLAUX.
Clinique ophtalmologique.		PANAS.
Clinique des voies urinaires.		GUYON.
Clinique d'accouchements.		{ BUDIN.
		{ PINARD.

Agrégés en exercice.

MM.	DESGREZ.	LEJARS.	THIROLOIX.
ACHARD.	DUPRE.	LÉPAGE.	THOINOT.
ALBARRAN.	FAURE.	MARFAN.	VAQUEZ.
ANDRE.	GAUCHER.	MAUCLAIRE.	VARNIER.
BONNAIRE.	GILLES DE LA	MENETRIER.	WALLICH.
BROCA (AUG.).	TOURETTE.	MERY.	WALTHER.
BROCA (ANDRÉ).	HARTMANN.	ROGER.	WIDAL.
CHARRIN.	LANGLOIS.	SEBILEAU.	WURTZ.
CHASSEVANT.	LAUNOIS.	TEISSIER.	
PIERRE DELBET.	LEGUEU.	THIERY.	

Secrétaire de la Faculté : M. Ch. PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle d'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE
DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE

A MA TANTE

A MES FRÈRES

A MES PARENTS ET A MES AMIS

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR POUCHET

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

INTRODUCTION

Nous nous écartons un peu de la tradition médicale en choisissant pour sujet de notre thèse l'étude de l'organisation et du fonctionnement des Dispensaires gratuits pour enfants indigents malades à Paris. Cette étude est, en effet, autant du ressort de l'administration hospitalière et de l'hygiène publique que de la médecine proprement dite ; mais le médecin ne doit-il pas s'intéresser à l'étude d'une institution sanitaire dont le but n'est autre que d'améliorer la santé des jeunes enfants et surtout d'abaisser le chiffre de leur mortalité ?

M. Monod, directeur de l'Assistance publique au ministère de l'intérieur, dans un travail de statistique fort intéressant, a montré que si les Anglais étaient parvenus, plus qu'aucun peuple d'Europe, à abaisser le chiffre de leur mortalité, c'est qu'ils avaient fait aussi les plus grands sacrifices pour leurs établissements sanitaires.

La création de Dispensaires pour enfants constitue dans cette direction un effort nouveau qui mérite l'attention du médecin au même titre que l'application nouvelle d'une méthode thérapeutique.

Voici vingt-deux ans que le premier Dispensaire pour enfants malades a été fondé en France, et quatorze ans seulement que fonctionne le premier établissement analogue installé à Paris ; néanmoins le nombre des dispensaires est devenu rapidement considérable, en même temps que s'accroissait proportionnellement le nombre des enfants qui venaient chaque jour y recevoir des soins.

Ayant eu l'occasion de suivre attentivement le fonctionnement d'un établissement de ce genre, situé dans un quartier de Paris où l'assistance publique et privée trouve à son activité un champ des plus vastes, le Dispensaire de Belleville, auquel s'est dévoué M. le D^r Variot, assisté de plusieurs autres médecins, nous avons eu la pensée de faire une revue d'ensemble des dispensaires pour enfants malades créés à Paris, d'étudier le fonctionnement général de ces établissements avec les modifications particulières qu'apporte à chacun d'eux l'initiative privée dont il dépend, d'envisager les résultats obtenus, de les mettre en parallèle avec les sacrifices faits, et de tirer quelques conclusions relatives à la valeur que présente ce mode d'assistance au double point de vue médical et économique.

Nous sommes heureux de trouver cette occasion d'adresser publiquement l'expression de notre sincère reconnaissance à ceux qui furent nos maîtres au lit du malade, pendant la durée de nos études médicales, à M. le D^r PÉRIER et à M. le D^r ROCHARD à l'hôpital Lariboisière (externat 1895), à M. le D^r BARTH (1896) dont les leçons de l'hôpital Broussais nous ont été si précieuses, à M. le D^r PORAK (1897) qui nous initia à l'art des accouchements

et nous fit à plusieurs reprises l'honneur de nous confier son service de la Charité en l'absence de son interne, à M. le D^r VARIOT qui nous enseigna, à Trousseau, la médecine des enfants, et dont les bienveillants conseils nous furent très utiles au cours de ce travail et à M. le P^r POUCHET, qui a bien voulu accepter la présidence de notre thèse inaugurale.

Qu'il nous soit permis d'exprimer à M. le P^r PINARD notre affectueuse reconnaissance pour les conseils qu'il nous a toujours prodigués au cours de nos études; nous le prions de recevoir nos plus vifs remerciements.

Enfin, nous nous souvenons qu'au début de nos études nous avons trouvé dans le D^r DUJARDIN-BEAUMETZ, à l'hôpital Cochin, un guide précieux d'une bienveillance inépuisable; nous manquerions à un devoir de reconnaissance si nous négligions de rendre hommage à la mémoire de notre regretté maître.

Lorsque nous réunissions les documents nécessaires à ce travail, nous avons rencontré de la part des personnes qui dirigeaient les dispensaires que nous avons visités ou qui leur apportaient le concours de leur dévouement, la plus grande complaisance à nous mettre au courant du fonctionnement de leurs établissements respectifs; nous les prions de bien vouloir accepter nos plus sincères remerciements et nous adressons plus particulièrement l'expression de notre reconnaissance à M. BREUILLÉ, rapporteur de la cinquième commission du Conseil municipal de Paris, à MM. les D^{rs} DUBRISAY, CH. LEROUX, SÉAILLES, DUBIEF, BRESSET, GILLET, MILLON, POLGUÈRE, LAURENT, SCHRAMECK, ISSAURAT et THOMINET, et à M. le conseiller municipal RUEL.

AVANT-PROPOS

Le Dispensaire pour enfants malades est un établissement qui a pour but de venir gratuitement en aide aux enfants indigents malades, mais non alités, quels que soient leur âge, les maladies dont ils sont atteints, leur domicile ou leur nationalité, par des pansements, des applications d'appareils, par l'alimentation et par l'administration de médicaments au local même du Dispensaire. « C'est, en un mot, ajoute le Dr Dubrissay, qui donne du dispensaire cette définition, le traitement d'une journée à l'hôpital moins l'hospitalisation ».

Il est permis de prévoir, *a priori*, que ce traitement sera beaucoup moins onéreux que l'hospitalisation et qu'il permettra de répandre plus largement l'assistance avec des ressources plus modestes.

Les hôpitaux d'enfants à Paris sont vastes, mais peu nombreux; ils sont rejetés au voisinage des faubourgs : leurs consultations externes sont donc destinées à des malades domiciliés souvent à une grande distance de l'hôpital et imposent aux mères qui s'y rendent la perte d'une matinée, sans compter les frais de transport dans des véhi-

cules publics où d'ailleurs les enfants, contagieux à l'insu de leurs parents, peuvent répandre et semer les germes de la maladie dont ils sont atteints.

En outre, les consultations externes des hôpitaux ne satisfont pas à toutes les exigences du traitement ; pour les cas ressortissant à la médecine, le malade se retire nanti d'une ordonnance : il lui reste, à quelques exceptions près, à pourvoir à l'achat des médicaments. En chirurgie, il est pansé, mais le retour périodique, quotidien parfois, à la consultation, que nécessite le renouvellement du pansement, peut être préjudiciable à la santé de l'enfant, impose parfois une perte de temps considérable à la femme qui accompagne le malade.

Enfin, pour vastes qu'ils soient, les hôpitaux d'enfants ne sauraient admettre tous les malades qui se présentent ; aucun budget municipal ne pourrait assumer la tâche de traiter en les hospitalisant les enfants indigents malades.

Quant aux bureaux de bienfaisance, ils sont, en ce qui concerne l'éloignement, plus pratiques que les consultations externes des hôpitaux. On y délivre des médicaments, gratuitement, mais le traitement, la manière dont ils sont appliqués n'y peuvent être l'objet d'aucun contrôle, et l'état du malade, d'une suffisante surveillance.

A ces considérations d'ordre matériel s'en joignent d'autres qui n'ont pas été des moins puissantes lorsqu'il s'est agi d'imprimer au système d'assistance par le Dispensaire cette forte impulsion qui l'a fait prospérer : quels que soient le dévouement et l'attention apportés aux soins de l'enfant dans les hôpitaux spéciaux, cela n'est

jamais égal à ceux qu'il recevrait de sa mère ; il n'est pas possible d'attribuer à chaque enfant une infirmière spéciale ; or, les médecins d'enfants savent combien occupante et presque tyrannique sera l'hygiène exigée par le nourrisson, surtout par le nourrisson malade. La fréquence et la précision des heures de repas, les soins de propreté, le bain journalier, l'administration régulière des médicaments constituent une besogne considérable lorsqu'il s'agit de plusieurs nourrissons.

Si l'on envisage l'enfant plus âgé, ce sont d'autres avantages, moins matériels, qu'il trouve en restant dans le milieu familial. L'enfant séparé de sa famille ressent évidemment de la séparation cette sorte d'angoisse et de détresse, à laquelle d'ailleurs n'échappe pas l'adulte, et qui n'est pas pour influencer favorablement la marche de la maladie.

D'autre part l'atmosphère nosocomiale peut lui être plus ou moins funeste, bien que la technique de l'isolement se perfectionne chaque jour davantage.

Si donc l'hôpital est indispensable et salutaire lorsque l'enfant est atteint d'une maladie contagieuse aiguë ou qu'il ne peut être soigné chez lui par sa mère, soit que celle-ci, pour pourvoir à sa propre subsistance, doive passer sa journée au dehors, soit que le sentiment maternel n'ait pas eu chez elle un développement suffisant, soit encombrement de l'habitation, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'une maladie aiguë ou d'une affection chirurgicale nécessitant une opération grave, de nombreux médecins ont pensé qu'il y avait intérêt à organiser un mode de traitement aussi complet que possible sans le secours de l'hos-

pitalisation, un agent d'assistance intermédiaire à l'hôpital et à la consultation externe, qui tous les deux rendent déjà, chacun en leur genre, de si inappréciables services, et qui les compléterait.

La population des grandes villes renferme une foule d'enfants porteurs d'un état morbide ne les obligeant pas au séjour à la chambre ; le rachitisme, les tuberculoses chirurgicales, la tuberculose pulmonaire même, certaines névroses, l'athrepsie, pour ne citer que les plus fréquentes, ne sont-elles pas des maladies que le médecin du Dispensaire peut soigner avec d'excellents résultats, armé d'une thérapeutique très simple, presque réductible à la seule hygiène ? Mais encore faut-il qu'elle soit minutieuse et précise, et surtout surveillée.

C'est principalement dans les soins qu'exige le nourrisson que se révèle plus impérieuse la nécessité d'offrir aux femmes du peuple un guide toujours présent, pour les rappeler à l'ordre dans les fautes de régime et régler, la courbe de pesées sous les yeux, l'alimentation de l'enfant qui se développe mal ou que guette la dyspepsie gastro-intestinale : nous ferons constater au cours de cette étude que beaucoup de dispensaires ont annexé à leur arsenal pharmaceutique le lait stérilisé, dont ils usent avec le plus grand profit dans le traitement des affections du nourrisson.

Néanmoins cette disposition paraît insuffisante : du jour où l'enfant est en voie de guérison, la mère ne recevant plus de lait au Dispensaire, retombe le plus souvent dans ses anciens errements, se procure du lait parfois falsifié,

très rarement frais, auquel l'ébullition est impuissante à rendre ses qualités natives.

1° Il est donc nécessaire que tout Dispensaire possède une quantité suffisante de lait stérilisé pour soigner et guérir les nourrissons malades non allaités par leur mère :

2° Il serait à souhaiter que tout Dispensaire eût un approvisionnement suffisant de lait stérilisé pour pouvoir en distribuer en permanence aux nourrissons non malades mais seulement en état de développement defectueux.

Ce serait au médecin, éclairé par la pesée hebdomadaire d'une part, et d'autre part par l'examen direct de la mère, d'apprécier en quelle quantité le lait stérilisé doit intervenir pour suppléer ou compléter l'allaitement maternel, et d'en faire délivrer la mesure nécessaire.

Telles sont, nous semble-t-il, les principales considérations qui ont fait naître et qui ont escorté dans son évolution l'idée du Dispensaire dans la pensée des nombreux médecins adonnés à ces œuvres, et qui lui ont rallié l'initiative d'hommes bienfaisants, susceptibles de lui apporter, en même temps que la collaboration de leur intelligence, l'indispensable concours de leurs capitaux.

Terminons en disant que ces consultations doivent être réservées aux enfants indigents et nécessiteux : et qu'on doit se garder de leur donner une extension illégitime en y admettant des malades qui n'y ont pas droit. On a déjà reconnu, aussi bien en France que dans d'autres pays, qu'elles étaient fréquentées par des personnes aisées, qui n'ont aucun droit à l'assistance médicale gratuite : en suivant une telle voie, on arriverait à traiter le médecin en fonctionnaire public, ce qui paraît être encore loin de nos mœurs.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

A la fin du siècle dernier, une tentative fut faite en vue de substituer à l'hospitalisation les secours à domicile : les hôpitaux alors existant furent vendus au profit de l'organisation nouvelle qui consista en consultations et distributions de secours au domicile des malades (1) : mais les hôpitaux réapparurent bientôt, et dès 1802 les médecins et chirurgiens chargés du service dans ces établissements reçurent l'autorisation de délivrer gratuitement les médicaments et autres éléments du traitement, pourvu qu'ils fussent immédiatement applicables sans hospitalisation nécessaire du malade. C'était une tendance à la consultation externe ; celle-ci fut établie d'une façon régulière à l'Hôtel-Dieu en 1817.

En 1786 les commissaires de l'Académie des Sciences, envoyés en Angleterre pour y étudier le mode suivant lequel se faisait la distribution de secours médicaux, y avaient déjà constaté l'existence d'un établissement, appelé

(1) *Thèse Powilewicz*. Paris, 1880.

Général Dispensary, qui fonctionnait comme une consultation actuelle d'hôpital : on n'y distribuait les médicaments qu'à titre exceptionnel ; mais on y faisait les pansements et l'on y traitait complètement les affections de la peau. A cette époque, et longtemps encore après, il n'y eut en France ni en Angleterre, d'hôpitaux spécialisés pour les enfants.

En 1852, apparaît en Angleterre un type d'hôpital qui se rapproche du dispensaire tel qu'on le conçoit aujourd'hui et qui a une fortune rapide dans un pays où l'assistance étant à la charge des particuliers, ceux-ci se montrent soucieux d'obtenir le maximum de résultats avec le minimum de dépenses : c'est une sorte d'Hôpital-Dispensaire dont le premier modèle, *the Hospital for sick Children* (1), affecta le type suivant : d'un côté, peu de lits, formant une section dans laquelle les malades étaient soignés par un personnel spécial comprenant :

Un médecin ou un chirurgien résidant,

Deux ou trois médecins assistants,

Deux chirurgiens attachés à l'hôpital ;

D'autre part, une vaste consultation externe, fonctionnant d'une façon indépendante et comprenant :

Trois médecins,

(1) Les premiers hôpitaux d'enfants en Angleterre ont été établis sous l'influence du Dr Charles West, qui peut en être considéré comme le véritable fondateur ; il créa en 1852 l'hôpital *for sick Children*, qui fut ouvert avec 14 lits.

Le Dr West a consacré sa vie à l'hospitalisation infantile en Angleterre. Il fut aidé dans cette tâche par le courant d'opinion que s'attacha, d'autre part, à provoquer en faveur des enfants indigents le romancier Dickens.

Deux chirurgiens,
Un oculiste,
Un dentiste,
Quelquefois un dermatologiste ;

En outre, un personnel administratif restreint, sous la surveillance d'un Conseil d'administration recruté parmi les principaux donateurs.

On y distribue en outre les médicaments indiqués dans le traitement ; on y fait les pansements, les petites opérations ; on y donne les bains, les douches, les différents soins que comporte une maladie du nez, de la bouche ou des yeux ; quelquefois le malade y reçoit une notice imprimée renfermant des Conseils d'hygiène relatifs à sa maladie (1).

Peu de temps après, furent créés en Angleterre deux hôpitaux analogues : voici les principaux chiffres concernant leur fonctionnement.

The Hospital for sick Children (1852) situé à Londres, a 126 lits : il possède en plus 52 lits de convalescents à Highgate. Parallèlement aux malades traités ainsi, et qui sont d'environ mille annuellement, l'hôpital donne dans les conditions indiquées ci-dessous, avec les soins qu'elles entraînent, 15,000 consultations. Les dépenses pour la partie *dispensaire* de cette fondation se montent environ à 20,000 francs.

(1) Nous devons à M. le Dr Variot, qui a fait sur place une étude approfondie de cette question, les détails relatifs aux Hôpitaux-Dispensaires fonctionnant à Londres.

Cet Hôpital-Dispensaire est entretenu par souscriptions particulières.

The Hospital Evelina for sick Children, fondé en 1862 par Ferdinand de Rothschild, et entretenu comme le précédent par des dons et des souscriptions volontaires, n'a que 40 lits ; mais il donne annuellement un nombre considérable de consultations et de médicaments :

En 1888, il y a eu 584 hospitalisations, ayant coûté 164,000 francs, pendant qu'au même établissement il y eut dans le même temps 29,000 consultations avec pansements, soins ou distribution de médicaments, n'ayant exigé qu'une dépense de 18,600 francs.

Ces petits hôpitaux-dispensaires, dus à l'initiative privée, sont nombreux ; par suite il est possible de les disperser sur toute la superficie d'une grande ville, de telle sorte qu'il y en ait toujours un à proximité du point où le besoin s'en fait sentir ; c'est là, du reste, le mode de distribution adopté pour les dispensaires d'enfants à Paris.

En 1862, M. Husson, directeur général de l'Assistance publique, dans une étude générale sur le fonctionnement de son administration, rappelle que les secours médicaux donnés hors de l'hôpital se sont présentés depuis longtemps comme une nécessité : institué en 1790, ce mode d'assistance subit diverses modifications jusqu'en 1853, époque à laquelle il est réorganisé et donné à l'Assistance publique.

Dix années après cette date, les chiffres de statistique sont les suivants :

Nombre des personnes traitées à domicile.	49,084
Nombre des journées de traitement (1).	658,123
Dépense totale.	88,215 francs.

L'auteur conclut à la nécessité d'étudier à nouveau les questions d'assistance médicale en Angleterre, et exprime le vœu qu'il soit créé des établissements analogues à l'Hôpital-Dispensaire tel que nous en avons décrit deux types dans les pages précédentes.

Douze ans plus tard, le Dr Pini ouvrit à Milan, pour la population indigente, une « école de rachitiques » destinée aux enfants présentant des malformations et dont l'état général n'exigeait pas le séjour au lit. Cette « école de rachitique » offrait aux petits malades un traitement quotidien dans lequel dominaient la gymnastique et la distribution de repas suivant un régime alimentaire approprié à leurs lésions.

Dispensaire de M. le Dr Gibert, au Havre. — Enfin, en 1875, fut fondé au Havre, par le Dr Gibert, un établissement qui, d'emblée, donna la formule du Dispensaire telle qu'elle a été comprise et réalisée depuis, avec des modifications et des variantes imposées le plus souvent par les besoins spéciaux de la population, l'initiative des fondateurs et surtout les ressources pécuniaires dont disposaient les administrateurs.

(1) Par journée de traitement, on doit entendre le traitement complet d'un jour, qu'il ait été délivré en une fois, ou, comme cela se pratique dans plusieurs Dispensaires, en deux ou trois fois différentes dans le cours de la journée.

M. Gibert a fait en sorte que l'établissement qu'il créait mît à la disposition d'un enfant indigent toutes les ressources thérapeutiques qui pouvaient être indiquées par un état morbide, quel qu'il soit ; il offrit les conseils médicaux, les consultations régulières qu'il fit lui-même d'abord, et pour lesquelles il s'adjoignit ensuite des assistants, les médicaments distribués et administrés au local même du Dispensaire, les pansements, les appareils orthopédiques, les exercices de gymnastique, les douches, les bains, les massages, l'électricité médicale sous toutes ses formes, les opérations chirurgicales, enfin l'alimentation normale dans la mesure où celle-ci, par sa réglementation ou son abondance, acquiert la puissance thérapeutique d'un véritable médicament.

Les ressources pécuniaires du Dispensaire, M. Gibert les demanda aux souscriptions particulières et les obtint en quantités suffisantes pour arriver aux résultats suivants, dont l'éloquence est caractéristique :

L'immeuble, un rez-de-chaussée dont toutes les pièces sont éclairées par en haut, comprend une salle d'attente avec un cabinet pour le médecin et un cabinet noir, une pharmacie, une salle de pansements ; des salles de bains collectifs, une pour les filles et une pour les garçons, et des bains isolés ; une vaste salle de gymnastique, renfermant en outre de son matériel propre des appareils orthopédiques ; une installation hydrothérapique ; une salle d'électricité et de massage avec un lit de repos.

La salle de pansement sert aussi à la distribution des médicaments. à l'application des traitements oculaire et nasal, des douches médicamenteuses nasales, oculaires,

auriculaires. Il existe une chambre de sudation. Le reste des locaux est occupé par la cuisine, des vestiaires pour les deux sexes, des réservoirs d'eau chaude et d'eau froide.

Le chauffage et la cuisine se font à la vapeur d'eau.

Successivement M. le D^r Gibert s'est adjoint le concours de docteurs, principalement pour l'assister dans les opérations chirurgicales, et il a créé une place d'interne pour se faire un collaborateur quotidien.

Le Dispensaire du Havre a vu rapidement augmenter le nombre de ses malades : l'année de la fondation, 1875 (les années partent du 1^{er} novembre), le nombre des malades ne fut que de 580 ; il fallait à l'œuvre le temps de se faire connaître : l'année suivante, 1876-1877, il fut de 1,165, pour atteindre 1,574 en 1879-1880. Dans les années qui suivirent l'augmentation a été moins forte ; néanmoins, malgré les limites que semblerait devoir rencontrer les ressources du Dispensaire à un moment donné, elle a toujours progressé, mais en proportion plus restreinte.

Le D^r Gibert fait annuellement un relevé des malades, des affections traitées, des journées de traitement et des sommes d'argent employées ; et ces chiffres ont fourni la base d'appréciation pour l'évaluation qu'il a faite du prix de revient d'une journée de traitement (la journée de traitement représentant l'ensemble des moyens thérapeutiques employés en vingt-quatre heures, quelle qu'en soit la nature) ; il a trouvé que le prix de revient a été de :

46 centimes en 1875-1876

32 — en 1876-1877

pour tomber à :

22 centimes en 1879-1880

Cette dernière année, cinquième du fonctionnement du Dispensaire pouvant être envisagée à part, présente les chiffres budgétaires suivants :

8,677 francs de dépense (dont 1,142 francs de médicaments) pour 10,780 actions médicatrices, sans compter les médicaments distribués. Dans ces chiffres n'entrent pas ceux relatifs à la cuisine alimentaire, qui formait un chapitre à part, dans les recettes et les dépenses.

En consultant les statistiques du D^r Gibert, nous constatons que la plupart des affections soignées au Dispensaire sortent du cadre des indispositions légères : il s'y trouve en majeure partie des maladies thoraciques et des maladies de la peau ; des maladies chroniques constitutionnelles ; des diarrhées infantiles et des affections des yeux.

En l'année 1880, on y traite 1,693 affections ; il y a parmi les petits malades 19 décès connus. Quant aux résultats généraux, les enfants ont été suivis pour la plupart assez longtemps, pour qu'il ait pu être constaté, dans la généralité des cas, une amélioration sensible, ou la guérison.

Jusqu'en cette année 1880, le Dispensaire du Havre resta le seul établissement de ce genre en France ; en 1881 l'attention des pouvoirs publics fut attirée sur ce mode d'assistance et provoqua la création de sept autres dispensaires. Le premier en date à Paris fut celui de M. le

D^r Dubrisay, rue Jean-Lantier : les résultats obtenus par cet établissement servirent de base aux membres de la Cinquième Commission du Conseil municipal de Paris pour réclamer et obtenir de cette Assemblée une somme de 100,000 francs destinée à créer ou tout au moins à favoriser la création d'un dispensaire pour enfants malades indigents dans chacun des arrondissements de Paris ; c'est encore, à l'heure actuelle, un crédit de 100,000 francs qui se trouve inscrit au budget de la Ville pour subventionner les dispensaires parisiens.

Vers l'époque où cette décision fut prise par le Conseil municipal, M. le D^r Foville, qui avait été chargé par M. le Ministre de l'Intérieur de faire sur cette question un rapport spécial, concluait en disant (1) qu'on peut créer de toutes pièces un dispensaire suffisant pour 2,000 malades avec un capital de 40,000 à 50,000 francs ; les dépenses d'entretien d'un tel établissement doivent être évalués à 10,000 francs par an.

L'expérience paraît avoir démontré que ces chiffres sont encore réductibles, sans nuire à l'efficacité des résultats obtenus.

(1) FOVILLE. Les nouvelles institutions de bienfaisance. Paris, 1888, p. 181.

CHAPITRE II

QUATRE TYPES DE DISPENSAIRES

POUR ENFANTS MALADES

I. — Dispensaire Furtado-Heine.

Dans cette étude nous n'avons pas cru devoir proposer le plan d'un Dispensaire idéal, parce que nous étions destiné à le trouver réalisé dans l'établissement créé rue Delbet, en 1884, par M^{me} Furtado-Heine.

Construit spécialement en vue de sa destination ; mis au point suivant les progrès de la science par l'initiative toujours en éveil de ses médecins, ce Dispensaire, au point de vue de la dimension des locaux, de la perfection du matériel, de l'étendue des salles et de leur cube d'air, aussi bien que de la répartition des services et du matériel, donne la sensation du parfait. Les revenus d'une dotation généreuse en assurent le fonctionnement régulier ; il semble pouvoir être pris pour type du Dispensaire modèle, avec cette restriction qu'il devra presque toujours être réduit, dans la proportion imposée par les capitaux dont on dispose.

C'est un vaste immeuble, construit en fer-à-cheval, aux façades orientées sur un jardin et sur la rue ; l'entrée

principale donne accès dans un vestibule où les enfants reçoivent un ticket d'ordre, différent suivant le service vers lequel ils doivent être dirigés : isolement, médecine, chirurgie, etc. Derrière, se trouve une salle d'attente répartie par des demi-cloisons en compartiments qui rendent possible un isolement relatif ; puis une galerie donnant accès sur les locaux des divers services : un vestiaire-bibliothèque pour les médecins ; un service de médecine comprenant une salle d'attente, un cabinet de consultation, un laboratoire, une pharmacie et une chambre noire, à gauche ; à droite, le service de chirurgie, situé en pendant, comprend un cabinet de consultation et une salle d'opérations précédée d'une salle d'attente. A la suite de ces services se trouvent : le cabinet du dentiste, une salle de consultation pour les yeux avec une salle d'isolement spéciale pour les maladies oculaires contagieuses. Le reste du rez-de-chaussée comprend une grande salle renfermant des agrès de gymnastique et des appareils orthopédiques : trois salles de bains, dont une réservée aux bains sulfureux, auxquelles est annexée une salle de déshabillage répartie en guérites-vestiaires.

Les enfants sont baignés par fournées suivant leur sexe : il s'y est donné 72,549 bains médicamenteux, sulfureux ou salés dans les 10 premières années et 4,687 en 1896, sans compter les bains de piscine. Comme annexes nous trouvons un bain électrique et une salle d'hydrothérapie.

Dans les sous-sols sont installées deux chaudières au moyen desquelles on assure le service du chauffage des pièces, du chauffage de l'eau et du linge, de la cuisine, de

la buanderie et de la désinfection par une étuve à chariot ; le réfectoire, la lingerie et la piscine, permettant de baigner à la fois 12 ou 15 enfants et destinée aux bains salés.

La consultation de médecine générale est faite tous les matins par M. le Dr Ch. Leroux, à la bienveillance de qui nous devons les renseignements relatifs à ce dispensaire, ainsi que les chiffres de statistique que nous avons l'occasion de donner.

Les autres services se répartissent en :

Chirurgie et orthopédie.	10,338 consultations en 1896
Maladies des yeux.	8,530 —
Maladies des oreilles, du nez et de la gorge.	3,963 —
Maladies des dents...	4,703 —

Il y eut dans cette même année 38,759 consultations de médecine générale : soit, en tout, 66,293 consultations.

Les pansements, le traitement des affections des yeux, les applications d'électricité médicale sont faits au Dispensaire par les soins de quatre internes, auxquels incombe encore la tâche d'éliminer dès leur arrivée ou d'isoler les malades contagieux. Les médicaments courants sont administrés sur place, si cela est possible, ou délivrés, s'il y a lieu ; les ordonnances magistrales sont exécutées gratuitement chez un pharmacien désigné.

Ce Dispensaire voit peu de nourrissons ; il ne donne pas de lait stérilisé. Mais il assure un régime alimentaire pris sur place, tous les jours à 11 heures du matin, à un grand nombre d'enfants débilités et indigents.

Les interventions sanglantes jugées nécessaires sont faites au Dispensaire, même lorsqu'il est utile de donner

DISPENSARE FURTADO-UEINE (*Rez-de-chaussée*).

D'après les Nouvelles institutions de bienfaisance (Foville, p. 136).



du chloroforme ; les malades sont renvoyés chez eux après quelques heures de repos.

Tout enfant inscrit une fois reçoit une fiche-matricule, qu'il doit garder et rapporter à chaque consultation ; le double en reste au Dispensaire. D'ailleurs les fiches laissées entre les mains des malades s'égareront moins souvent qu'on aurait tendance à le croire.

Tel est, dans ses grandes lignes, le fonctionnement du Dispensaire Furtado-Heine.

Il nous a été impossible de nous procurer des chiffres relatifs à son budget : mais nous sommes fondés à croire qu'il exige annuellement une dépense de 80,000 francs (1), inférieure d'ailleurs à la dotation qui lui est attribuée par sa fondatrice ; ses recettes n'ont du reste aucune source étrangère.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on peut concevoir un dispensaire utile et répondant à tous les besoins, et d'une importance moindre ; le Dispensaire Furtado-Heine donne des fêtes, distribue des vêtements, alimente des enfants, offre une grande perfection de matériel, presque du luxe, toutes choses qu'il était dans la pensée généreuse de sa

(1) M. FOVILLE (Les nouvelles institutions de bienfaisance, p. 142) dit que le chiffre de 60,000 francs a été nécessaire pour couvrir les dépenses de la première année de fonctionnement du Dispensaire Furtado-Heine ; il est permis de croire que cette somme s'est accrue en raison des perfectionnements apportés au matériel et de l'extension croissante du mouvement des malades.

fondatrice d'assurer libéralement : mais c'est, nous semble-t-il, un des avantages du Dispensaire pour enfants malades de pouvoir réduire ses prétentions suivant ses ressources, de fonctionner utilement à tous degrés de l'échelle et de permettre la fondation d'une œuvre utile et solide avec des capitaux très réduits.

Tels sont, par exemple, le Dispensaire de Belleville, dont nous avons suivi attentivement le fonctionnement, et qui satisfait, au moyen d'un budget plus modeste, à tous les desiderata légitimes, et les Dispensaires du 1^{er} arrondissement et de la rue de Crimée, qui ont été, avec l'établissement créé par M^{me} Furtado-Heine, les trois premiers Dispensaires d'enfants installés à Paris.

II. — Dispensaire de Belleville.

Fondé en 1892, beaucoup plus récent par conséquent que les précédents, le Dispensaire de Belleville est dû à l'initiative de M. le D^r Variot, qui sut grouper autour de lui plusieurs médecins qui l'assistent, et trouver les sommes nécessaires aux exigences matérielles.

Il est aménagé dans un vaste local, composé d'un hall large et haut, et de ses annexes ; on y accède par deux entrées, l'une donnant sur le boulevard de Belleville, l'autre sur la rue Dénoyez.

Le hall central, d'une hauteur de deux étages, est éclairé par un vitrage supérieur et par des fenêtres latérales ; le long des parois, on a construit des galeries à étages ainsi distribuées : d'un côté se trouvent, au rez-de-

chaussée, 3 chambres d'isolement : au premier un vestiaire, une salle de pansement et une salle d'opération ajourée par en haut et de côté, dallée de carreaux de verre et revêtue entièrement sur les côtés de glaces de Saint-Gobain, ce qui assure un nettoyage facile et parfait ; elle est chauffée par un appareil extérieur. En face se trouvent 3 chambres de repos, destinées à faire séjourner les enfants qui ont subi une opération sous le chloroforme. Cette sorte d'hospitalisation de 24 ou 36 heures est peu coûteuse ; elle entraîne une grande sécurité pour l'opéré et allège la responsabilité des chirurgiens, qui répugnent toujours à abandonner leurs opérés aux soins souvent peu éclairés de leur famille.

La salle d'attente, formée par le hall que nous venons de décrire est excessivement vaste ; elle est dallée et se lave facilement. Elle a son entrée particulière sur la rue Denoyers. Il en part un couloir desservant la pharmacie, 2 cabinets de consultations, une chambre noire et une salle des pesées pour les nourrissons.

L'installation comprend en outre un logement pour le pharmacien résidant.

Ce local ainsi distribué, presque entièrement de plain-pied, est amplement suffisant pour le fonctionnement des services suivants :

Il y a une consultation de médecine tous les jours par les soins de M. le D^r Variot, assisté de M. le D^r Lazard et de M. le D^r Dufestel. M. le D^r Rémy, professeur agrégé de la Faculté de Médecine, avec l'assistance de MM. Courdoux et Nogué, assure le service de chirurgie. Il existe en

outre un service de laryngologie, otologie, un service de dermatologie, un service d'ophtalmologie et un service de maladies de la bouche et des dents : un médecin spécialiste assure hebdomadairement le service de la vaccination.

Chaque enfant, dès sa première visite, est inscrit sur une fiche qui reste au Dispensaire et qui enregistre les phases de sa maladie et de son traitement. Il est opéré, soigné et traité au Dispensaire : certains malades peuvent emporter les médicaments ; la règle générale cependant est la consommation sur place.

Tous les matins le nombre des consultations est de cinquante au minimum.

Enfin le district le plus important de ce dispensaire est la consultation spéciale des nourrissons, que fait lui-même M. Variot une fois par semaine et qu'il a créée dès l'origine de l'établissement. Chaque nourrisson en observation (et cette catégorie comprend non seulement les nouveau-nés malades, mais tous les enfants non sevrés qui présentent quelque défectuosité dans leur santé ou quelque retard dans leur développement) est possesseur d'une fiche sur laquelle se trouvent inscrits son poids pris hebdomadairement, et, à côté, la différence en plus ou en moins avec la pesée antérieure ; il est vu par M. Variot, qui, de l'examen de l'enfant et de la mère, du chiffre des pesées, déduit les indications relatives à l'alimentation de l'enfant et lui fait donner le lait stérilisé nécessaire. Ce lait, le Dispensaire l'abandonne au public indigent à raison de 30 centimes le litre, soit un prix inférieur de moitié à son prix réel et toujours inférieur au prix du lait ordinaire, souvent si nuisible aux nourrissons.

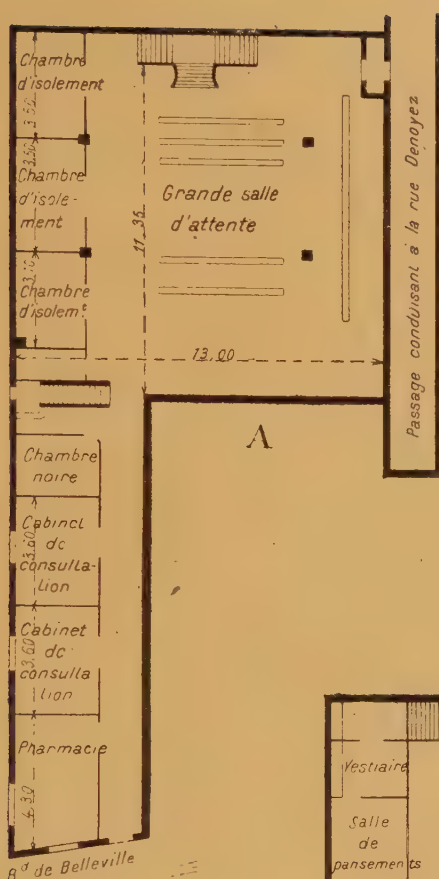
Ce dispositif, qui met à la disposition de la population un lait salubre à un prix abordable (puisque'il est encore inférieur au prix du lait ordinaire des crémèries), n'est pas onéreux pour le Dispensaire et lui permet d'en avoir un approvisionnement en quelque sorte illimité⁽¹⁾ : l'expérience prouve d'ailleurs que cet état de choses est apprécié de la population de Belleville et les nourrissons présentés à la consultation tous les vendredis sont de plus en plus nombreux. Les fiches permettent de constater à la lecture des pesées hebdomadaires, des résultats très rapides et durables.

Le chiffre des consultations de nourrissons est actuellement de 80 à 100, suivant l'époque de l'année et le chiffre de la distribution du lait stérilisé en flacons de 500 grammes dépasse celui de 20,000 litres annuellement.

L'expérience faite au Dispensaire de Belleville semble démontrer que les petites unités de fractionnement, flacons de 60, de 125, etc., ne sont pas absolument nécessaires à l'utilisation parfaite du lait stérilisé ; elles entraînent des frais et une comptabilité très gênants dans un établissement actif, et les mères qui allaitent artificiellement leurs nourrissons, bien surveillées, parent totalement, avec des précautions, aux inconvénients que présentent les bouteilles de 500 grammes.

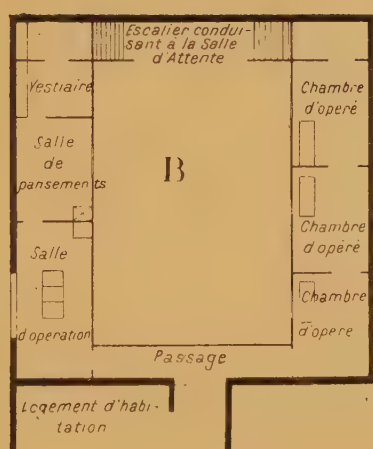
Les femmes qui viennent consulter reçoivent un biberon gradué, construit par M. Variot, et désignant en

(1) Une maison qui stérilise le lait par quantités considérables sur le lieu même de sa production, en Normandie, l'a abandonné au Dispensaire de Belleville au prix de revient, sans prélever de bénéfice.



Dispensaire de Belleville

- A Rez-de-chaussée
- B Superstructures établies à hauteur du 1^{er} étage à droite et à gauche de la salle d'attente



regard de l'âge de l'enfant, la quantité de lait qui doit lui être donnée et le nombre quotidien des tétées ; en outre on leur donne une brochure renfermant les règles usuelles imposées par l'allaitement artificiel. M. le Dr Variot a substitué ces procédés aux conférences qu'il faisait primitivement aux mères-nourrices, et ce mode semble préférable.

Le personnel administratif est réduit à un médecin résidant, qui fait la sélection des malades contagieux avant la visite, distribue le lait et les médicaments, et à un homme de service, qui s'occupe du matériel, fait la pesée des enfants, etc.

La tenue à jour des fiches est faite par les médecins ; un trésorier-secrétaire, qui donne ses services gratuitement, s'occupe de la comptabilité.

Les dépenses se sont montées, loyer compris, à 8,372 francs en 1895 et à 8,745 francs en 1896 ; les recettes permettent de faire une petite réserve destinée à améliorer le matériel et à parer à des besoins imprévus. Elles ont pour sources des subventions du Conseil municipal et de l'État, s'élevant à 3,600 francs ; des souscriptions particulières pour plus de 3,000 francs, des dons ou produits des fêtes pour 5,000 francs. Ces chiffres sont ceux de l'année 1896.

Cette œuvre est entretenue par une société de bienfaisance dite « Société du Dispensaire de Belleville » ; elle est patronnée par la ville de Paris. La société se nomme un Conseil d'administration, qui rédige un rapport annuel

et le fait connaître à tous les donateurs réunis en Assemblée générale.

A la fin de l'année 1897 le nombre des enfants ayant leurs fiches au Dispensaire de Belleville était de 17,373. En 1896 nous trouvions 12,046 enfants inscrits pour cette année et représentant 25,294 journées de traitement.

III. — Dispensaire du Premier arrondissement.

Le premier dispensaire inauguré à Paris fut créé en avril 1883 par M. le D^r Dubrisay, aidé de M. Baudot, maire du 1^{er} arrondissement, qui fondèrent une société dite « Société du Dispensaire gratuit du premier arrondissement pour enfants malades ». Une première subvention de 2,000 francs, venant de la Société des Ecoles libres du 1^{er} arrondissement, à laquelle s'ajoutèrent un coupon de rente de 100 francs et 496 francs de souscriptions particulières portèrent à 2,596 francs le budget de l'œuvre pour son année de début. Ce chiffre s'augmenta dans les années suivantes ; mais, dès les premiers mois, les services rendus parurent largement rémunérateurs : il y eut 5,087 consultations.

L'installation est faite dans un immeuble de l'Assistance publique, au 2^e étage, rue Jean-Lantier ; elle comprend une salle d'attente et de distribution des médicaments, et une seconde salle qui sert à l'isolement ; le cabinet de consultation, d'où le malade, examiné, sort, soit dans la salle de distribution des médicaments, soit

dans une vaste pièce où se font les pansements, les douches nasales et oculaires, et tout ce qui est nécessité par le traitement externe : une chambre d'isolement vitrée est ménagée dans cette pièce, à l'intention des teigneux. .

Le reste du local est occupé par :

1° Un service de douches chaudes ou froides, en pluie, de façon à pouvoir servir aux bains par aspersion ; et d'une salle d'hydrothérapie proprement dite, avec une douche en jet et une douche en pluie. Les enfants se déshabillent dans des sortes de guérites-vestiaires, qui ont surtout pour résultat d'accélérer cette opération et d'éviter la confusion des vêtements. Les bains se donnent alternativement aux garçons et aux filles, groupés en four-nées.

2° Une autre partie de l'étage (dont un certain espace est occupé par les bains Raspail, établissement qui fonctionne parallèlement au Dispensaire, mais n'en fait pas partie), se trouvent une deuxième salle d'attente générale et un cabinet de consultation, qu'on réserve aux services, fonctionnant alternativement, des maladies de la bouche, de l'électrothérapie et de la consultation des nourrissons.

Nous avons décrit à propos du Dispensaire de Belleville, où il existe depuis 1893 et donne des résultats excellents, ce service de surveillance des nourrissons, qui n'est pas encore systématiquement organisé dans la plupart des Dispensaires mais qui tend à le devenir. L'efficacité du lait stérilisé paraît avoir rallié les suffrages de presque tous les médecins lorsqu'il s'agit de l'alimentation artificielle ou mixte du nourrisson. Les inconvénients de ce lait, son goût spécial, les modifications chimiques que

lui apporte la stérilisation sont peu de chose, comparés aux avantages que lui donne sa pureté au point de vue des toxines : stérilisé fraîchement, souvent quelques heures après la traite et sur le lieu même de la production, il échappe en outre aux altérations que l'industrie fait parfois subir au lait ordinaire pour favoriser sa conservation ou dans un but frauduleux. Aussi la plupart des médecins l'emploient-ils non seulement quand il s'agit de traiter l'athrepsie, la gastro-entérite, les dyspepsies du nouveau-né, mais encore le donnent-ils systématiquement dès qu'il survient un obstacle à l'alimentation par le lait de la mère, dans les populations ouvrières surtout, car là, on ne peut songer à employer la nourrice sur place et d'autre part la mère refuse souvent de se séparer de son enfant pour l'envoyer en province. Or, le lait stérilisé a contre lui la cherté de son prix : aussi M. le D^r Dubrisay, comme M. le D^r Variot à Belleville, en a-t-il organisé la distribution de la façon suivante :

Chaque nourrisson est inscrit dès son entrée au Dispensaire ; on le pèse et on lui fait une fiche qui enregistrera le résultat des pesées hebdomadaires auxquelles il sera soumis. Tous les samedis l'enfant est présenté au Dispensaire, pesé et examiné par le médecin, qui détermine la quantité de lait à lui attribuer journellement pour la semaine qui commence, lui fait distribuer des médicaments s'il y a lieu et donne à la mère les indications relatives à la fréquence et à la quantité des tétées. La mère est également examinée et soumise s'il y a lieu à un traitement fortifiant consistant surtout en poudre de viande dans du bouillon ou des solutions alcooliques ; cela ne sort pas

du cadre que se sont tracé les créateurs du dispensaire : le nourrisson est ainsi traité à travers l'organisme maternel.

Lorsque l'enfant est en bonne voie de développement normal, l'approvisionnement de lait du Dispensaire étant forcément limité, on l'élimine de ce service.

Il suffit d'examiner les fiches des nourrissons pour se convaincre de l'influence salubre de ce traitement sur l'état sanitaire des nourrissons en observation.

Le Dr Dubrisay reçoit le lait stérilisé de différents industriels qui lui abandonnent au prix de revient, ou gratuitement, s'inscrivant ainsi pour des sommes importantes au nombre des bienfaiteurs de l'œuvre.

Quant au fonctionnement en général du Dispensaire, le voici :

Le service médical comprend :

Une consultation de médecine générale qui est faite tous les jours par M. le Dr Dubrisay ;

Une consultation pour les maladies de la bouche et des dents ;

Un service d'électrothérapie ;

Une consultation pour les maladies des yeux ;

Une consultation réservée aux enfants non sevrés ;

Ces divers services ont leurs médecins spécialistes.

Les médicaments ou les pansements sont distribués ou faits deux fois par jour, avant et après l'école, par la Directrice assistée d'infirmières.

La partie budgétaire est laissée aux soins d'un trésorier, M. Labie, qui donne ses services à titre gracieux.

La fiche individuelle qui suit le malade indique le trai-

tement à appliquer et enregistre les modifications importantes de l'évolution de la maladie, constatées par les médecins.

Le Dispensaire de la rue Jean-Lantier trouve la majeure partie de ses ressources dans les souscriptions privées ; il a dépensé 8,959 francs en 1895 et 15,591 francs en 1896, ces deux années représentant respectivement 31,283 journées de traitement sur 1,163 inscrits et 34,118 journées de traitement pour 1,230 cas de maladies diverses. Ces chiffres comprennent la distribution de médicaments, de soupes, de vêtements, l'administration de douches, les dépenses occasionnées par les bains étant couvertes par un legs fait au Dispensaire avec affectation spéciale.

IV. — Dispensaire de la rue de Crimée (Société Philanthropique).

La Société Philanthropique, fondée en 1780 dans le but de répandre l'assistance, sous toutes ses formes, au moyen de souscriptions privées, créa son premier Dispensaire pour enfants malades, rue de Crimée, 166 (XIX^e arrondissement) en 1883, trois mois après l'inauguration de celui du I^{er} arrondissement.

Destiné à parer, dans la mesure du possible, à toutes les exigences de l'hygiène infantile, il offre au rez-de-chaussée, une vaste salle de bains de vingt-quatre baignoires et une salle d'hydrothérapie complète.

Au premier étage, se trouve une salle d'attente dans laquelle donne le cabinet du médecin : à côté une salle de pansement et un vestiaire. Le cabinet de consultation

s'ouvre par une troisième porte sur un escalier réservé aux malades reconnus contagieux ou douteux dès leur passage à la grille du Dispensaire.

Cette œuvre a eu pour médecin M. le Dr Comby, qui en a organisé le service médical; actuellement M. le Dr Millon en assure le service au moyen de consultations régulières, au cours desquelles il soigne tous les cas de pratique courante, maladies générales, maladies du nez, des oreilles, de la bouche. Mais le Dispensaire n'est pas organisé pour faire des opérations exigeant l'anesthésie.

Les malades sortent de la consultation avec une ordonnance qui reste entre leurs mains, et sur le vu de laquelle on leur délivre gratuitement les médicaments désignés; s'il est nécessaire, il les emportent; sinon, les enfants les absorbent sur place et reviennent, deux fois par jour, prendre les médicaments d'un traitement régulier.

En ce qui concerne le lait stérilisé, la Société Philanthropique en donne toutes les fois qu'il s'agit de soigner des nourrissons débiles ou athrepsiques; mais il n'existe pas de consultation spéciale de nourrissons.

Voici des chiffres que nous empruntons aux statistiques de la Société:

En 1895-1896, il y eut 4,830 enfants traités et 410,826 journées de traitement:

En 1896-1897, 5,016 enfants traités et 441,586 journées de traitement.

Le nombre des bains annuellement donnés est de 15,000 et le nombre de douches de 6,000 en moyenne, dans ces dernières années.

En outre il est fait des distributions de potage aux

enfants nécessiteux qui souffrent davantage d'une alimentation défectueuse.

Nous ajouterons qu'il reste sur les registres du Dispensaire des traces précises du passage des malades et que, toute question de charité mise à part, le fonctionnement du dispensaire présente à l'étude une statistique intéressante de notes qui sont en réalité de véritables observations cliniques.

La Société Philanthropique publie annuellement une brochure renfermant les rapports et comptes rendus dans lesquels nous trouvons les chiffres relatifs au mouvement des malades dans ses Dispensaires et aux sommes qu'elle y consacre. Nous en parlerons plus loin, à propos des trois autres établissements de cet ordre que la Société a fondés à Paris.

CHAPITRE III

ÉTUDE GÉNÉRALE

SUR LES DISPENSAIRES PARISIENS

Nous venons d'étudier quatre dispensaires parisiens qui nous paraissent représenter chacun des types sur lesquels ces œuvres se modèlent généralement. Le dispensaire est, en effet, une conception susceptible d'admettre des variétés d'aspect : c'est cette souplesse qui lui permet de pouvoir être créé avec des moyens quelconques et de s'adapter aux exigences diverses des populations auxquelles ils s'adressent.

Nous donnons maintenant, en quelques mots, le fonctionnement de chacun des dispensaires de Paris sur lesquels, grâce à l'obligeance de leurs médecins, nous avons pu faire porter notre étude.

Dispensaire Ruel (IV^e arrondissement).

Il date de 1887 : installé dans un rez-de-chaussée de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, il se compose d'une très haute et belle salle d'attente donnant sur un cabinet de consultation, d'une salle de pansement et d'une pharmacie. Sur les côtés se trouvent un réfectoire pour 45 en-

fants, la lingerie, le cabinet de la Directrice et la salle de bains. Celle-ci renferme 14 baignoires enveloppées de rideaux et une salle d'hydrothérapie avec vestiaire. Il y a un cabinet d'isolement et un emplacement spécial pour le dentiste, qui vient une fois par semaine.

Le service médical, dirigé par M. le Dr Bécclère, assisté de trois autres médecins, ne comporte pas de spécialités. Il y a une consultation tous les matins, d'où le malade sort avec un bon qu'il porte à la pharmacie. Celle-ci, montée et pourvue de matériel d'une façon complète, est sous la direction d'un pharmacien qui est présent aux heures de visite et qui exécute les ordonnances. Les malades emportent leurs médicaments, ne les consomment jamais sur place. Lorsque le traitement doit être long, on leur délivre des médicaments pour une durée de huit jours.

En outre, M. Ruel fait distribuer du lait frais et quarante-cinq repas par jour aux enfants indigents débilités que désignent les médecins du Dispensaire. Tout cela est délivré gratuitement.

Le chiffre moyen des consultations par jour non férié a été de 85 dans ces dernières années, ce qui représente un total de 25,000 consultations avec traitement, pour un nombre d'enfants nouveaux inscrits égal à :

8,186 pour l'année 1894

7,599 — 1895

8,103 — 1896

8,100 — 1897

8,000 au moins probablement pour l'année présente (1898).

M. le Dr Avezou, médecin du Dispensaire, a bien

voulu nous communiquer ces chiffres qu'il a extraits des registres où sont inscrits les malades dès leur première consultation.

M. Ruël consacre annuellement à cette œuvre, dont il assume seul la dépense totale, une somme considérable. Au Conseil municipal, dans la séance de cette assemblée au cours de laquelle furent votés pour la première fois les sommes accordées à titre de subvention aux Dispensaires de Paris (30 juillet 1887), M. Ruël déclarait dépenser dans son Dispensaire, alors à son début, environ 4,000 francs par mois (1).

Ce chiffre est élevé, parce que nous n'avons pas les éléments nécessaires pour en soustraire les sommes consacrées aux quarante-cinq repas journallement distribués et aux autres frais qui ne sont pas directement affectés au fonctionnement du Dispensaire proprement dit.

Dispensaire de la rue des Pyrénées (XX^e arrondissement).

La Société Philanthropique créa son deuxième Dispensaire pour enfants malades le 4 octobre 1887.

Installé dans une maison qui comprend en outre un Fourneau, ce Dispensaire diffère un peu du modèle adopté par la Société Philanthropique pour les établissements de même ordre. Les consultations y sont ouvertes à tous ; les médicaments y sont donnés aux malades munis de bons

(1) V. *Bulletin municipal* du dimanche 31 juillet 1887.

que la Société répartit dans le quartier, mais ne sont pas délivrés au local même du Dispensaire : les malades reçoivent une ordonnance qu'ils font exécuter chez un pharmacien désigné : le pharmacien détache le talon de l'ordonnance, qui renferme la formule des préparations et laisse aux malades la prescription concernant leur utilisation. C'est sur le vu des talons que le pharmacien est payé tous les mois.

Cette procédure est expéditive et pratique ; mais elle est plus onéreuse pour l'œuvre que la distribution sur place : elle ne nous paraît pas utilisable avec avantage pour un établissement d'activité intense.

Les enfants sont acceptés de 0 à 16 ans et inscrits pour une durée de 3 mois. Passé ce délai, ils sont réinscrits et réimmatriculés.

En 1896-1897 il a été donné 6,018 journées de traitement.

Dispensaire de la rue Rodier (IX^e arrondissement).

C'est le même procédé de distribution des médicaments que nous voyons fonctionner rue Rodier, dont M. le D^r Issaurat a bien voulu nous expliquer le fonctionnement. Cette œuvre, fondée en 1887, très restreinte encore en raison de la modicité de son budget, n'en possède pas moins un service pour chaque spécialité : chirurgie, maladies des yeux, maladies des dents, vaccination : on donne sur place tous les soins nécessaires. Comme partout, nous voyons les affections des yeux tenir une grande place dans les statistiques.

Le matériel dont dispose chaque spécialité est restreint, suffisant pour les interventions courantes. Les consultations de médecine générale sont faites par M. le D^r Issaurat et plusieurs autres docteurs, qui donnent leurs services gratuitement, tous les jours de la semaine et le dimanche. Les malades reçoivent une ordonnance divisible en deux coupons, dont un représentant l'ordonnance proprement dite est conservé par un des pharmaciens du quartier désignés par le Dispensaire. En outre de la prescription qui reste entre les mains du malade, celui-ci possède sa fiche clinique qui ne quitte pas le Dispensaire.

Le local comprend deux pièces au rez-de-chaussée et une troisième, encore inutilisée, dans laquelle on a l'intention d'établir l'hydrothérapie.

Cet établissement a pour ressources une subvention du Conseil municipal de 3,500 francs, à laquelle s'ajoutent 3,000 francs de dons particuliers, fêtes, etc. Il a dépensé en 1896 5,435 francs. 4,089 affections diverses ont été soignées dans cette dernière année.

Le lait stérilisé y est distribué en petite quantité aux nourrissons malades.

Dispensaire de la rue Pétrarque (XVI^e arrondissement).

En 1888, M. le D^r Dutremblay créa cette œuvre au Trocadéro, et depuis, il en assure seul le service médical.

Subventionné par le Conseil municipal pour la somme de 1,500 francs, son budget, avec le secours de cotisations privées et de la caisse des Écoles, atteint le chiffre de

2,290 francs, dont 1,000 francs sont absorbés par les frais de pharmacie, appareils, bandages et bains.

Les médicaments sont donnés par M. le D^r Dutremblay lui-même, qui s'occupe également de la petite comptabilité du Dispensaire. Avec des ressources aussi limitées, cette œuvre arrive à donner, comme en 1896, 1,678 prises de médicaments, appareils ou bandages, et du lait stérilisé.

On y a traité, en 1896, 727 affections médicales, 239 affections chirurgicales, 90 maladies de la bouche, 220 maladies des yeux, 191 maladies de la peau. On a pratiqué 153 vaccinations et donné 14 bandages ou appareils orthopédiques.

Dispensaire de la rue des Cendriers (XIX^e arrondissement).

Le XIX^e arrondissement possède trois dispensaires : ceux de Belleville et de la rue des Pyrénées et celui-ci, qui fut fondé en 1888. La multiplicité de ces établissements au milieu de cette population indigente n'est pas surperflue ; nous avons cité des chiffres relatifs au mouvement des deux autres dispensaires : celui de la rue des Cendriers enregistre pour ces dernières années une moyenne de 28,000 journées de traitement.

Les consultations sont faites tous les jours par M. le D^r Calton. Le local comprend une salle d'attente s'ouvrant sur le cabinet de consultation ; celui-ci est pourvu de médicaments, mis, autant qu'il est possible, sous la forme de teintures ou d'extraits ; M. le D^r Calton fait lui-même les préparations complexes.

Avant la visite, la directrice administre les médicaments courants : cette distribution n'a lieu qu'une fois par jour. Il existe une salle de bains et d'hydrothérapie, dont l'agencement et le fonctionnement rapides ont permis de donner 4,597 bains et douches (1896).

Le Dispensaire tire ses ressources presque exclusivement d'une subvention de 8,000 francs, prise sur les fonds de la ville, à laquelle s'ajoutent 400 francs de source privée.

En 1896, le chiffre de ses dépenses s'est monté à 8,237 francs et la statistique des maladies traitées se répartit ainsi : 1,378 affections médicales, 719 affections chirurgicales, 416 maladies des dents, 639 maladies des yeux et 562 affections de la peau et du cuir chevelu.

Dispensaire de la rue de Clignancourt (XVIII^e arrondissement).

Ce Dispensaire (Société Philanthropique) se fait remarquer tout d'abord par la perfection de son installation. Établi depuis 1888 dans un grand immeuble situé rue Labat, et qui comprend en outre un Refuge de nuit, un Fourneau et un Dispensaire d'adultes, il vient d'être reconstruit entièrement et il a maintenant son entrée particulière sur la rue de Clignancourt.

Dès le vestibule s'ouvrent deux chambres d'isolement, l'une pour les coqueluches, l'autre pour les angines, et un couloir qui conduit à la salle d'attente, vaste, éclairée par les parois et le plafond, et qui dessert successivement : la salle de pansements et de distribution, le cabinet de consultation, la lingerie et la salle de bains. Celle-ci possède

une installation d'hydrothérapie et 50 baignoires, dont un grand nombre en ciment (cette matière qui présente l'avantage de rester inaltérable en présence des substances médicamenteuses utilisées pour la baignation, est très solide et ne s'effrite pas avec le temps: elle paraît d'un usage très pratique pour les baignoires qui ne sont pas destinées à être déplacées).

L'aération du Dispensaire est assurée largement par l'orientation d'une façade sur un jardin.

Le chauffage à l'air chaud est obtenu au moyen d'un calorifère installé dans les sous-sols et qui sert à l'immeuble entier.

Tout le Dispensaire est construit sur sous-sol et de plain-pied: les pièces sont dallées pour la plupart: les intersections des murs et les angles sont arrondis.

Le Dispensaire est ouvert toute la matinée, et l'après-midi au moment de la sortie des écoles. Les enfants en traitement viennent 2 fois par jour prendre leurs médicaments, qui sont administrés sur place par les religieuses, sauf le cas où il est jugé nécessaire d'imposer au malade le séjour à la chambre. Les substances pharmaceutiques sont alors données pour plusieurs jours.

Le Dispensaire de la rue de Clignancourt sera prochainement en mesure de distribuer du lait stérilisé aux enfants non encore sevrés.

Le service médical est fait par un seul médecin, M. le Dr Chevalet, qui vient trois fois par semaine; les pansements et soins divers sont faits par les religieuses du Dispensaire.

C'est le dispensaire d'enfants le plus actif de ceux qu'a fondés la Société Philanthropique ; il a inscrit 7,015 enfants en 1895-1896 et 7,190, en 1896-1897 ; ces chiffres ont entraîné respectivement pour chacune de ces deux années ceux de 596,275 et 605,157 journées de traitement.

Ces statistiques englobent en outre des soins et médicaments, les bains, douches et distributions de potages.

Dispensaire de la rue de la Jussienne (II^e arrondissement) .

Fondé en 1889, ce Dispensaire est entretenu par une société de bienfaisance.

L'aménagement matériel y est le même que dans la plupart des dispensaires dont nous avons déjà parlé : il est muni en outre d'un laboratoire bien monté. L'isolement s'y fait par trois boxes qui n'admettent qu'un seul enfant chacune.

Ce Dispensaire est un de ceux qui ont un service de consultations spécialisées parfaitement installé. Une fois par semaine et à tour de rôle viennent un chirurgien, un auriste, un oculiste et un dentiste ; tous les jours il y a consultation de médecine générale.

En outre, depuis le 15 août 1898, les nourrissons y sont l'objet d'une surveillance spéciale : on leur assure le lait stérilisé (industriel) dans toute la mesure nécessaire. Malgré le court laps de temps depuis lequel fonctionne ce dernier service, il a déjà acquis une grande importance : en septembre dernier on a distribué 339 litres de lait sté-

rilisé de marques diverses, représentant 2,500 bouteilles de 150 et de 60 grammes. Ces flacons sont délivrés soit gratuitement, soit au prix coûtant suivant la situation des familles qui en bénéficient.

Les soins médicaux, donnés par M. le D^r H. Gillet et deux autres médecins, assistés d'une directrice (qui est actuellement une sage-femme diplômée), a porté en 1896 sur 817 enfants, représentant 14.433 journées de traitement et en 1897, sur 1.187 enfants représentant 15.897 journées de traitement. Les dépenses pour ces deux dernières années ont été respectivement de 9,426 et de 12,178 francs.

Dispensaire de la rue Jean-Marie-Jégo (XIII^e arrondissement).

Fondé en 1889 par la Société philanthropique, il fonctionne sur le modèle des autres établissements de même ordre créés par cette société. Un seul médecin, M. le D^r Polguère, fait le service des consultations et toutes les interventions de pratique courante. Il n'y a pas de spécialistes.

Les enfants malades reçoivent leurs médicaments deux fois par jour, ou les emportent, s'il s'agit d'une prescription temporaire ; le Dispensaire est approvisionné de médicaments par un pharmacien de la ville, qui envoie en grande quantité les préparations d'usage courant. Les malades reçoivent une ordonnance, qu'ils présentent à chaque consultation et avec laquelle ils font faire en ville,

aux frais de l'œuvre, les formules compliquées qui ne leur sont pas délivrées sur place.

Le Dispensaire possède une installation d'hydrothérapie au moyen de laquelle il a été donné, en 1895-1896, 498 bains et douches, et en 1896-1897, 763.

Les inscriptions ont été, en moyenne, dans les trois dernières années, de 2.150 par an et les journées de présence de 195.000.

D'après les chiffres que nous devons à la bienveillance de M. le Dr Polguère et de M. le Dr Millon, les dépenses se sont élevées en 1896-1897, pour le Dispensaire de la rue Jean-Marie-Jégo, à 14,044 francs (1), plus les intérêts du capital représenté par le terrain et les bâtiments (cette œuvre est entretenue par une fondation avec affectation spéciale), et pour ceux de la rue de Crimée, de la rue des Pyrénées et de la rue de Clignancourt, à 25,214 francs.

De ces chiffres il résulte que le coût moyen d'une journée de traitement se réduit à 10 centimes pour le premier de ces quatre établissements et qu'il est encore inférieur pour les trois autres ; toutefois, il faut tenir compte de ce fait qu'aux chiffres que nous avons donnés doivent s'ajouter les intérêts des capitaux employés à l'achat des terrains et à la construction des immeubles d'une part, et que d'autre part ces dispensaires sont généralement annexés à des œuvres plus importantes : de ce chef se trou-

(1) *Annuaire de la Société philanthropique*, 1897-1898.

vent considérablement réduits une foule de frais tels que le chauffage des salles, le chauffage de l'eau, le blanchissage, les frais de personnel qui sont relativement beaucoup plus importants, lorsqu'il s'agit d'un établissement plus restreint.

Dispensaire de la rue Oudinot (VII^e arrondissement).

Ce Dispensaire a été fondé en 1887 par M. Charles Risler, maire du VII^e arrondissement, qui a pris à sa charge tous les frais de première installation et de première année de fonctionnement ; l'année suivante, l'administration de l'œuvre a été remise par son fondateur à la Caisse des Ecoles de l'arrondissement, qui subventionne l'institution pour une somme égale à celle que lui donne le Conseil municipal.

Le Dispensaire de la rue Oudinot est installé dans un immeuble de l'Assistance publique qui le loue moyennant une redevance minime. Il se compose d'une salle d'attente, avec un isolement possédant son entrée particulière ; d'un cabinet pour la directrice, où se fait l'immatriculation et la recherche des fiches ; d'un laboratoire ; d'une salle de consultation et d'opération ; d'une salle de pansement ; d'une pharmacie. En outre, il existe une chambre de repos pour deux opérés.

Il était dirigé jusqu'en 1896 par M. le D^r Tuffier, professeur agrégé, assisté de M. le D^r A. Clermont. Actuellement le service médical et pharmaceutique est assuré par M. le D^r Bresset, seul, qui s'adjoint un confrère pour les opérations chirurgicales, s'il le juge à propos.

Les salles sont d'une propreté absolue ; les angles ont été arrondis, toutes les saillies supprimées : le dallage permet un lavage facile ; les meubles, porte-manteaux, etc., dans la salle d'opération sont en métal et flambés fréquemment.

Seule manque la salle d'hydrothérapie, à cause des limites imposées par l'étendue du local, mais le Dispensaire donne des bons pour les établissements de bains de la ville.

La consultation de médecine et de chirurgie occupe trois après-midi par semaine : le service de la pharmacie est fait par M. le D^r Bresset lui-même, en tout ce qui concerne les manipulations délicates.

Le traitement est institué pour un mois au plus ; ce laps de temps échu, l'enfant doit repasser par la consultation. Il reçoit une fiche portant trente et une cases ; chacune de ces cases est oblitérée à la date du jour lorsque le malade vient au Dispensaire pour y absorber ses médicaments ou se faire panser : ce dispositif permet la vérification rapide de son exactitude. Les médicaments sont emportés toutes les fois que cela est nécessaire : cette tolérance, rue Oudinot, existe dans une large mesure.

Pour éviter les erreurs, la coloration des verres renfermant les substances pharmaceutiques, tant celles qui sont distribuées au Dispensaire que celles qui doivent être emportées, diffère pour les médicaments destinés à l'usage externe, ceux destinés à l'usage interne et les gargarismes. Les étiquettes des bouteilles portent trois ou quatre lignes imprimées relatives à l'usage du médicament.

Enfin le Dispensaire de la rue Oudinot fournit du lait

stérilisé à tous les nourrissons qui se présentent et qui en ont besoin. Ce lait est délivré soit gratuitement, soit au prix de 30 centimes, suivant la situation pécuniaire des familles. Ici encore, nous voyons donc adopté le système en usage au Dispensaire de Belleville, l'approvisionnement du lait stérilisé à prix réduit, qui rend les plus grands services à la population, sans trop grever le budget des dispensaires. M. le D^r Bresset délivre, lui aussi, aux femmes qui amènent les enfants non sevrés, une instruction imprimée sur l'alimentation des nourrissons : il constate d'ailleurs, dans les notes qu'il a bien voulu nous transmettre au sujet de son Dispensaire, que « cette instruction, neuf fois sur dix, reste lettre morte, et que, sur la question de l'alimentation du nouveau-né, l'éducation des mères de famille dans la classe ouvrière est tout entière à faire ».

Voici des chiffres extraits des relevés que M. Bresset nous a donnés sur le mouvement du Dispensaire :

Nombre des enfants traités en 1895 :	988	représentant	2.435 consultations
— 1896 :	1.076	—	2.920 —
— 1897 :	1.334	—	5.137 —

La moyenne des enfants revus est de 63 pour 100 en 1897, et de 43 pour 100 pour la dernière période décennale 1888-1897.

Dans ce Dispensaire le service de distribution des médicaments se fait d'une manière absolument complète : l'arsenal pharmaceutique est considérable : en 1896 il a coûté 2,826 francs (ce chiffre comprend les bains donnés en ville, les appareils orthopédiques et le matériel de pan-

sements). En cette même année, les journées de traitement ont été de 17,911 francs, la dépense totale de 7,224 francs.

Dispensaire de la rue Monsieur-le-Prince (VI^e arrondissement).

Le VI^e arrondissement possède un Dispensaire d'enfants (fondé en 1891 rue Antoine-Dubois et transféré en 1897), dont la Polyclinique de la rue Monsieur-le-Prince fait le service. La consultation médicale, spéciale aux enfants, est faite par M. le Dr Gillet ; mais le traitement des maladies ressortissant à une spécialité rentre dans le service de la Polyclinique, qui n'est pas réservé exclusivement aux enfants.

Cet établissement est subventionné par le Conseil municipal pour la somme de 1,500 francs et recueille en outre 1,100 francs de souscriptions et cotisations.

Ses dépenses n'excèdent pas 2.600 francs et ont permis d'assurer le service médical de 1.830 enfants, en 1896 ; le nombre de journées de traitement a été de 6,965.

Les spécialistes voient les petits malades, deux ou trois fois par semaine ; les pansements sont faits par une surveillante en dehors des heures de consultation.

Enfin il existe un service régulier de vaccination.

Dispensaires du XVII^e arrondissement.

Ces deux établissements ont été créés simultanément en 1891 ; ils sont l'œuvre des mêmes initiatives et subventionnés tous deux par la même Caisse des Écoles. Ce

sont des Dispensaires scolaires, c'est-à-dire destinés aux enfants qui fréquentent les écoles : ils excluent en principe les nourrissons et les enfants en bas âge.

Le Dispensaire A de la Caisse des Écoles du XVII^e arrondissement est situé rue Legendre ; il occupe un rez-de-chaussée réparti très heureusement de la façon suivante : une salle d'attente avec une chambre d'isolement ; une bonne installation pour les bains et les douches ; le cabinet de consultation avec une chambre noire pour les maladies des yeux, et une salle de pansement. Le service est entre les mains de médecins de l'arrondissement dont plusieurs spécialistes : il existe des consultations spéciales de chirurgie, de maladies de la peau et de maladies des yeux.

Les enfants viennent au Dispensaire, pour l'administration des médicaments, avant et après l'école ; tous les médicaments sont absorbés sur place ; toutefois les ordonnances sont exécutées en ville et payées ensuite par le Dispensaire.

Nous nous sommes adressé à M. le D^r Séailles, un des promoteurs de l'œuvre, qui nous a donné sur elle les renseignements suivants :

Les fonds proviennent uniquement du Conseil municipal et de la Caisse des Écoles, et les dépenses, soit 4.561 francs, en 1896, représentent les frais de 5.952 journées de traitement. Depuis la création, le nombre des consultations a toujours augmenté :

En 1895, il y eut 3.933 consultations.

En 1896, — 4.175 —

Le Dispensaire B, rue Rennequin, fonctionne dans les

mêmes conditions : les salles sont vastes et bien aérées, dallées, d'un lavage facile ; en 1896, il a inscrit 529 enfants et a donné 725 journées de traitement. Les dépenses ont atteint le chiffre de 3.906 francs

Dispensaire de la rue Saint-Bernard (XI^e arrondissement).

Créé en 1892, destiné surtout à assurer aux enfants des pansements réguliers sans leur imposer un déplacement considérable, ce Dispensaire, dans un quartier populeux, voit ses statistiques moins influencées qu'on pourrait le croire par le voisinage de l'hôpital Trousseau et des Quinze-Vingts.

Il est bien installé, possède une vaste salle de bains et d'hydrothérapie au rez-de-chaussée, et, au premier étage, des salles vastes et bien aérées. On y délivre les médicaments à 8 heures du matin et à 4 heures du soir, la consultation a lieu tous les jours : elle est assurée par un seul médecin, qui fait toutes les interventions chirurgicales n'exigeant pas l'usage du chloroforme. Il est assisté par une surveillante à laquelle incombe le soin des pansements ordinaires, de la distribution des médicaments, des lavages oculaires, etc.

Les affections des yeux figuraient en 1896 pour le chiffre de 166, sur un total de 769 maladies traitées : affections médicales, chirurgicales, de la bouche et du nez.

Les enfants sont renvoyés immédiatement après la consultation, ce qui limite, comme dans la plupart des dis-

pensaires, l'action chirurgicale aux interventions de peu d'importance.

Le chiffre des dépenses de ce Dispensaire, qui oscille entre 6.500 et 7.000 francs, lui permet de donner annuellement une moyenne de 40.000 journées de traitement, y compris les interventions, pansements et lavages oculaires.

Dans les statistiques de cet établissement nous voyons figurer les affections médicales pour un chiffre relativement inférieur aux autres maladies.

Le lait stérilisé est assuré gratuitement aux nourrissons sur le vu d'un bon signé par le médecin du Dispensaire.

Dispensaire de la rue Jomard (XIX^e arrondissement).

Ce Dispensaire a été fondé en 1892 : un seul médecin, M. le Dr Huguenin, assure la totalité du service. La distribution des médicaments présente une grande importance et se fait suivant le mode que nous allons décrire.

A la sortie du cabinet de consultation, le malade, porteur de sa fiche individuelle, qui contient les formules pharmaceutiques de son traitement, passe dans une salle où les ordonnances sont exécutées par deux dames préposées : les substances principales de la thérapeutique infantile y sont représentées sous formes de teintures ou d'extraits, ayant un petit volume ; les sirops sont bannis, en raison de la cherté de leur prix. Les ordonnances sont donc exécutées sur place ; les fiches sont vertes ou blanches, et les malades sont divisées en deux catégories suivant la

couleur de leur fiche : chacune des dames préposées à la pharmacie n'exécute que les ordonnances d'une de ces catégories. M. le Dr Huguenin a la surveillance de la pharmacie ; il n'y a pas de pharmacien.

Tous les enfants sont admis dans ce Dispensaire, depuis la naissance jusqu'à 14 ans. Il n'y a pas de spécialistes ; cependant un dentiste vient une fois par semaine.

La surveillante assure le service des écritures, en ce qui concerne les inscriptions et la tenue des fiches, qui suivent les malades pendant la durée des traitements successifs que peuvent nécessiter diverses maladies. La fiche n'est changée qu'après 2 ans d'absence complète.

Ce Dispensaire tire à peu près la totalité de ses ressources d'une subvention de 4,000 francs que lui fait le Conseil municipal (et qui sera probablement augmentée). Comme dans la plupart de ces établissements, le médecin et le dentiste donnent leurs services gratuitement.

Il y a eu, en 1896, 29.940 journées de traitement, représentant une dépense de 4.903 francs.

Dispensaire de la place du Danube (XIX^e arrondissement).

Créé à peu près à la même époque que le précédent, dans un quartier du même arrondissement, ce dispensaire, installé dans une maison particulière, occupe un rez-de-chaussée comprenant une salle d'attente, un cabinet de consultation et une salle de bains. Le reste des locaux est attribué au logement d'une gardienne, qui reste en permanence.

En outre de trois docteurs, qui font à tour de rôle les

consultations de médecine générale, l'oculiste et le dentiste viennent deux fois par semaine.

On y distribue, en plus des médicaments ordinaires, une assez grande quantité de lait stérilisé. On y donne des bains et des douches.

En 1896 le Dispensaire de la place du Danube a donné 7.028 consultations et 41.893 journées de traitement.

Les dépenses se montaient à 7.121 francs pour la même année. Les ressources pécuniaires proviennent de subventions du Conseil municipal et du Conseil général et de 2.571 francs de dons et produits de fêtes et des économies des années précédentes.

Dispensaire de la rue du Terrage (X^e arrondissement).

Créé en 1893 avec le secours des fonds publics, de souscriptions perpétuelles, de souscriptions annuelles et de dons particuliers, cette œuvre, unique dans le X^e arrondissement, présente une remarquable activité.

Aménagée dans un local de la ville payé d'une redevance minime, elle comprend un rez-de-chaussée réparti en salle d'attente, cabinet du médecin, cabinet du dentiste et salle de distribution des médicaments : les consultations de médecine générale et les consultations spéciales des maladies des yeux, de la bouche et de la peau sont faites à des heures différentes tous les jours, de façon à éviter l'agglomération des jeunes malades dans la salle d'attente.

M. le Dr Lancelin nous a fait visiter cette installation, qui comprend en outre une salle d'hydrothérapie rendant possibles les bains par aspersion, si rapides et si pratiques

lorsqu'il est nécessaire de pourvoir seulement aux exigences de la propreté sans demander à la balnéation aucune action thérapeutique.

Le personnel se compose d'un secrétaire-comptable en-quêteur, d'une directrice et d'une personne auxiliaire ; les médecins sont assistés dans leur tâche quotidienne par les Dames patronesses qui viennent à tour de rôle tous les matins.

Les statistiques des dernières années accusent une moyenne de 50.000 maladies traitées annuellement ; les prises de médicaments ou applications de pansement en 1896 ont été de 91,722 et les dépenses correspondantes de 8,356 francs.

Dispensaire de la rue du Charolais (XII^e arrondissement).

Cet établissement est le seul qui fonctionne dans le XII^e arrondissement ; aussi beaucoup d'enfants demeurent-ils à une assez grande distance : leur passage quotidien ou bi-quotidien au Dispensaire, lorsqu'ils appartiennent à des écoles lointaines, entraîne pour eux des courses fatigantes : pour obvier à cet inconvénient les administrateurs de l'œuvre ont constitué, dans les écoles situées à plus de vingt minutes du local du Dispensaire, des dépôts de médicaments (notamment d'huile de foie de morue dont la consommation est si grande et si utilement effective dans la classe indigente) pour y être absorbés sur place, par les soins de l'instituteur.

Tout compte fait, il s'y est dépensé 6.272 francs pour 21.776 journées de traitement, en 1896. Le service

médical est fait par les médecins inspecteurs des écoles, à tour de rôle; il n'y a pas de spécialistes, sauf pour les affections dentaires. A la consultation de maladies des dents, chaque malade reçoit une fiche portant un schéma en blanc, sur lequel le dentiste trace rapidement des indications relatives à ses observations et au traitement.

Le local comprend une salle d'attente avec un cabinet de consultation renfermant une table d'opération et le matériel pharmaceutique. Ce dernier est confié au secrétaire du Dispensaire, qui y consacre journellement plusieurs heures. La distribution des médicaments se fait sur place.

M. le D^r Yvon et M. le secrétaire du Dispensaire ont bien voulu nous communiquer les statistiques des trois dernières années échues, que nous reproduisons et qui accusent une progression, d'ailleurs attendue par les fondateurs de l'œuvre :

En 1895, il y eut 2.243 maladies traitées.

En 1896, — 3.744 —

En 1897, — 3.081 —

Après les affections des dents (moyenne 25 pour 100) les affections de la peau et du tissu cellulaire sont les plus nombreuses (7 pour 100 en moyenne): viennent ensuite les maladies de l'appareil respiratoire, de l'appareil digestif, et les traumatismes.

Un coiffeur attaché à l'établissement assure un service régulier de coupe de cheveux et des soins de la tête ressortissant à l'hygiène. Les bains et douches sont donnés au nombre de 5.000 annuellement.

Ce Dispensaire tire ses ressources de subventions municipales.

Dispensaire de la Maison-Blanche (XIII^e arrondissement).

Le Dispensaire de la Maison-Blanche, tant au point de vue de la perfection de son matériel que de sa zone d'influence au milieu d'une population dense et généralement nécessiteuse, est parmi ceux qui ont pris le plus d'importance à Paris.

Il a été fondé en 1894. C'est un immeuble sans étage, situé entre deux jardins, faisant corps avec les bâtiments de la Crèche de la Maison-Blanche : l'assemblage de ces deux établissements, d'ailleurs totalement séparés dans leur fonctionnement, leur permet à tous deux de réaliser quelques économies sur les dépenses communes : chauffage, buanderie, etc.

Le Dispensaire comprend une salle d'attente vaste et haute, possédant une chambre d'isolement : il en part un couloir sur lequel donne la salle de consultation de médecine, le cabinet de consultation spécial aux maladies des yeux et un cabinet réservé à la chirurgie et aux maladies des dents.

A la sortie des consultations de médecine et de chirurgie, les malades passent dans une large salle de pansement où se fait deux fois par jour l'administration des médicaments. Le reste du local est absorbé par diverses salles de bains et d'hydrothérapie, planchées à claire-voie, garnies de ciment jusqu'à deux mètres du sol. Les bains sont donnés par les parents, sous la surveillance du personnel.

Subventionné par le Conseil municipal, le Conseil général et la Caisse des Écoles de l'arrondissement, par des dons et provenances de fêtes, et des cotisations, ce Dispensaire, en 1896, a dépensé 16.290 francs pour 72.047 journées de traitement.

Le service médical est assuré par M. le Dr Laurent, assisté de plusieurs médecins et d'un dentiste, M. Rosenbaum. En dehors de la directrice (qui est diplômée des Hôpitaux) et d'un secrétaire qui donne ses services gratuitement, le personnel auxiliaire se compose de deux infirmières et d'un chauffeur.

Celui-ci est chargé de la conduite d'un appareil de chauffage par la vapeur, qui sert à la fois à la Crèche et au Dispensaire, et qui permet d'obtenir dans les salles, au moyen de radiateurs peu volumineux et très propres, une température facilement réglable et parfaitement hygiénique. Mais ce système consistant en circulation de vapeur d'eau dans des tubulures en tuyaux d'orgue est assez coûteux.

Ce Dispensaire est très actif; en 1896, pour 3.306 enfants inscrits, il a donné 72.047 journées de traitement. On a traité 1.474 affections médicales, 146 affections chirurgicales, 134 maladies des dents et de la bouche, 802 maladies des yeux et 350 maladies de la peau et du cuir chevelu.

Le service des maladies des yeux, alimenté par les écoles de l'arrondissement, y a pris une très grande importance sous la direction de M. le Dr Schrameck (qui publiera sous peu ses statistiques); dans les notes qu'il a

bien voulu nous donner, M. le Dr Schrameck constate que cette surveillance permanente et relativement facile de la population infantile agglomérée permet d'enrayer souvent une épidémie par la suppression précoce du foyer qui sert de point de départ initial. « En effet, dit-il, dès qu'un enfant se présente aux écoles paraissant atteint, même légèrement, d'une maladie des yeux, il est envoyé au Dispensaire, où il est soigné; et il ne peut réintégrer l'école que sur le vu d'un certificat du médecin oculiste attestant qu'il est guéri, ou ne présente en tout cas aucun danger de contagion possible.

« Pour chaque malade est dressée une carte portant la date de la consultation, le diagnostic et le traitement : chaque fois qu'un malade vient à la consultation, sa carte lui est remise; il la présente au médecin qui, sous forme d'observation résumée, note les phases de la maladie, les modifications et les résultats du traitement. On pourrait, grâce à l'exactitude d'application du traitement fait sur place, puiser dans ces cartes des indications très précises sur la valeur et l'action des médicaments dans une affection donnée ».

La salle de consultation des maladies des yeux est munie de tout le matériel nécessaire : il s'y donne actuellement 8.000 à 9.000 douches oculaires, et il s'y fait sur place les applications de pommade et de collyre que comporte chaque traitement.

Dispensaire de la rue Saint-Dominique (VII^e arrondissement).

Le VII^e arrondissement possède deux Dispensaires :

celui de la rue Oudinot et celui-ci, fondé par le Dr A. Clermont, actuellement dirigé par M. le Dr Pètre, qui assure à lui seul tout le service, sauf celui des maladies dentaires, spécialisé entre les mains d'un médecin-dentiste.

Ce Dispensaire ne possède pas de salles de bains; il donne des bons pour les établissements de bains de la ville. Ce système paraît assez onéreux.

Il dispose également de bons de lait stérilisé. Fondé en 1894, il a toujours été subventionné par le Conseil municipal et la caisse des écoles.

Il s'y fait une large distribution de médicaments qui doivent toujours être pris sur place, avant et après les heures d'école.

Les dépenses de ce Dispensaire se montent à 5,458 francs pour un total de 77,522 prises de médicaments ou journées de traitement. Le service des maladies dentaires y est important et accuse 388 consultations et opérations sur 579 enfants inscrits.

Dispensaire de la rue du Chemin-Vert (XI^e arrondissement).

Créé en 1895 dans un immeuble de l'Assistance publique qui renferme en outre la distribution de lait stérilisé fondée par M. le Dr Budin à l'effet de répandre ce mode d'alimentation parmi les nourrissons athrepsiques, le Dispensaire de la rue du Chemin-Vert, placé sous la direction de M. le Dr Dubief, possède au rez-de-chaussée une salle de bains et d'hydrothérapie, et, au deuxième étage, de belles salles vastes et aérées. Annexée à la salle d'attente se trouve une salle d'isolement; la sélection des

malades douteux est faite par le secrétaire, qui reçoit les malades.

M. le Dr Dubief assure seul tout le service médical et chirurgical ; un dentiste vient plusieurs fois par semaine : il a une installation particulière qui lui est réservée dans le local du Dispensaire.

La surveillante fait tous les pansements et les lavages oculaires. Là aussi, nous voyons prendre une grande importance aux affections oculaires qui figurent pour le chiffre 204 en 1895 et 210 pour 1896 dans le nombre des malades traités, qui a été de 728 dans la dernière année.

Les ressources proviennent d'une subvention de 3,000 francs du Conseil municipal, et de dons et produits de fête, pour une somme assez forte.

Ce Dispensaire a dépensé, en 1896, 7,749 francs pour 29,189 journées de traitement. Mais le chiffre des dépenses courantes doit être ramené à 4,894 francs, parce que 2,855 francs ont été consacrés à des frais d'installation.

Ce Dispensaire n'a pas d'approvisionnement de lait stérilisé à distribuer ; mais il peut désigner ceux de ses nourrissons qui se trouvent en avoir un impérieux besoin pour bénéficier de la distribution de lait stérilisé qui a été créée par l'initiative de M. le Dr Budin et qui fournit actuellement à des mères indigentes, tous les mois, 1,200 litres de lait stérilisé sur place par le procédé Soxhlet et donné en flacons de 60, 75 et 125 grammes. Les nourrissons qui bénéficient de cette distribution sont pesés hebdomadairement : un médecin les voit et règle la quantité de lait qui leur est nécessaire.

Cette œuvre fonctionne parallèlement au Dispensaire de la rue de Chemin-Vert ; mais elle en est totalement indépendante et se rattache à l'administration générale de l'Assistance publique.

**Dispensaire de la rue de la Convention (XV^e arrondissement)
et Dispensaire scolaire du XV^e arrondissement.**

Le XV^e arrondissement a deux Dispensaires : celui de la rue de la Convention disposait en 1896 d'un budget de 8,179 francs au moyen duquel il a pu assurer le service des consultations pour 3,608 malades. Il est subventionné par l'État, la Ville de Paris et par des dons et produits de fêtes.

La Caisse des écoles et le Conseil municipal subventionnent en outre un Dispensaire scolaire réservé aux enfants des écoles de l'arrondissement et qui a soigné, en 1895, 360 élèves et 398, en 1896.

Dispensaire de la rue de l'Équerre (XIX^e arrondissement).

Ce Dispensaire fonctionne parallèlement à ceux de la rue Jomard et de la place du Danube. Installé dans un rez-de-chaussée de la rue de l'Équerre, il comprend une salle d'attente avec isolement, un cabinet de consultation et une grande salle de pansement et de distribution des médicaments. Il lui manque une installation de bains et un approvisionnement de lait stérilisé, dont M. le Dr Thominet, qui assure seul le service médical, regrette journellement l'absence.

Subventionné par le Conseil municipal, il a un budget de 3,000 francs au plus, auxquels s'ajoutent 800 à 1,000 francs de dons ou souscriptions de provenance diverse.

Il est surtout destiné aux enfants des écoles.

M. le Dr Thominet nous a donné, sur son Dispensaire, les statistiques suivantes :

En 1895, 686 enfants ont été inscrits et les journées de traitement ont été de 9,638 ;

En 1896, 1,627 enfants ont été inscrits et les journées de traitement ont été de 37,660 ;

En 1897, le nombre des enfants inscrits a encore augmenté. Toutefois il semble que ce chiffre devra rester à peu près stationnaire désormais.

Les dépenses ont été en 1896 de 5,321 francs.

Caisse des Écoles du XVIII^e arrondissement.

La caisse des écoles du XVIII^e arrondissement est subventionnée par le Conseil municipal pour la somme de 3,000 francs à l'effet d'assurer au local même des écoles une distribution des principaux médicaments nécessaires aux enfants. En outre, il y a une consultation spéciale des maladies des yeux.

Caisse des Écoles du V^e arrondissement.

Un établissement semblable au précédent fonctionne dans le V^e arrondissement, avec un budget de 1,500 francs.

Dispensaire de la rue Pastourelle (III^e arrondissement.)

Le Dispensaire de la Caisse des Écoles de la rue Pastourelle est le seul du III^e arrondissement. Il a donné 14,500 journées de traitement en 1895 et 18,163 en 1896 ; là encore, nous constatons un accroissement notable d'activité.

La subvention de 2,000 francs du Conseil municipal, subvention d'ailleurs augmentée pour l'année suivante, en vue de lui permettre d'améliorer son matériel, a permis à ce Dispensaire, avec les dons et produits de fêtes, une dépense de 2,678 francs en 1896.

**Tableau récapitulatif du mouvement des Dispensaires pour enfants malades
par arrondissement en 1896.**

ARRONDIS- SEMENT	SIÈGE DES DISPENSAIRES	NOMBRE de consultations par dispensaire	DÉPENSE annuelle	NOMBRE de consultations données par arrondissement
1 ^{er}	Rue Jean-Lantier.	1,230	15,591 fr.	1,230
2 ^e	Rue de la Jussienne.	2,036	9,426	2,036
3 ^e	Rue Pastourelle.	1,875	2,454	1,875
4 ^e	Dispensaire Ruel.	8,103	»	8,103
5 ^e	Caisse des Écoles.	»	2,452	»
6 ^e	Rue Monsieur le Prince.	5,679	2,640	5,679
	Rue Oudinot.	2,937	8,048	
7 ^e	Rue Saint-Dominique.	1,680	5,458	4,617
8 ^e	Néant.	»	»	»
9 ^e	Rue Rodier.	»	5,435	»
10 ^e	Rue du Terrage.	»	8,356	»
	Rue Saint-Bernard.	1,199	6,883	
11 ^e	Rue du Chemin-Vert.	1,631	7,749	2,830
12 ^e	Rue du Charolais.	3,744	6,272	3,744
	Rue Jean-Marie Jégo.	7,155	14,044	
13 ^e	Boulevard d'Italie.	12,682	16,290	19,837
14 ^e	Dispensaire Furtado-Heine.	66,293	»	66,293
	Rue de la Convention.	6,759	4,692	
15 ^e	Caisse des Écoles (Mairie).	»	»	6,759 ²
16 ^e	Rue Pétrarque.	1,871	2,047	1,871
	Rue Legendre.	4,175	4,714	
17 ^e	Rue Rennequin.	1,917	3,977	6,092
	Rue de Clignancourt.	10,390	» (1)	
18 ^e	Caisse des Écoles.	»	»	10,390 ²
	Rue de Crimée.	10,780	»	
19 ^e	Place du Danube.	7,028	7,121	
	Rue de l'Équerre.	37,066	5,371	84,814
	Rue Jomard.	29,940	4,903	
	Boulevard de Belleville.	27,799	8,745	
20 ^e	Rue des Pyrénées.	2,880	»	61,545
	Rue des Cendriers.	30,866	8,237	

1. La dépense collective des Dispensaires de la Société philanthropique situés rue de Clignancourt, rue de Crimée et rue des Pyrénées se monte à 25,214 francs.

CHAPITRE IV

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SUR LES DISPENSAIRES D'ENFANTS DE PARIS

Nous avons pris pour type l'année 1896 comme étant la dernière pour laquelle nous ayons un ensemble de chiffres précis relativement à tous les Dispensaires sur lesquels a porté cette étude.

De l'étude qui précède, nous retiendrons les points principaux, que nous grouperons sous trois chefs et que nous envisagerons sous leurs différents points de vue :

I. — Fonctionnement général d'un dispensaire pour enfants malades.

II. — Valeur médicale et hygiénique de ce mode d'assistance.

III. — Sa valeur au point de vue économique.

I. — Fonctionnement général d'un Dispensaire pour enfants malades,

Nous voyons que les Dispensaires d'enfants à Paris sont des établissements plus ou moins privés, mais toujours doués d'une individualité administrative à peu près complète : les uns sont l'œuvre d'une initiative particu-

lière qui, assumant la tâche entière, pourvoit à tous leurs besoins et règle le service comme elle l'entend, ainsi que cela se pratique au Dispensaire Furtado-Heine, au Dispensaire Ruel et dans les Dispensaires de la Société Philanthropique.

D'autres tirent exclusivement leurs ressources de subventions émanant soit du Conseil municipal, soit du Conseil général et des Caisses des écoles qui sont elles-mêmes alimentées en grande partie par des souscriptions et dons privés. Dans un grand nombre d'autres, au contraire, nous voyons les capitaux privés s'unir aux fonds publics en proportion notable pour assurer le fonctionnement de l'œuvre. Tels sont, par exemple, le Dispensaire du Dr Dubrisay et celui de Belleville.

Spécialisation des services. — Parmi ces dispensaires nous constatons que la plupart confient à un seul médecin le soin de pourvoir à toutes les exigences de la consultation, sauf à envoyer aux hôpitaux spéciaux ou à faire hospitaliser dans les établissements de l'Assistance publique les malades présentant des cas qui sortent de la pratique courante.

On a invoqué en faveur de ce système l'unité de marche du fonctionnement, l'avantage que présente pour les malades les soins d'un seul médecin qui arrive à les connaître rapidement pour la plupart, les difficultés qu'apportent des services multiples dans un petit local. Cependant les Dispensaires Furtado-Heine, de Belleville, de la Maison-Blanche, pour n'en citer que trois, ont un service de chirurgie, un service de maladies des yeux, un service de

maladies de la peau, et trouvent à utiliser très directement et très utilement les différentes branches de la spécialité. Il semble que les malades n'ont rien à perdre à ce système, toutes les fois qu'il est applicable.

Chambres de repos. — M. le Dr Variot a ménagé dans son Dispensaire trois petites chambres dans lesquelles on fait séjourner pendant vingt-quatre heures ou plus les petits malades ayant subi une opération sous le chloroforme : ce dispositif y est utilisé fréquemment et paraît ne présenter que des avantages (1).

Il semble que ce soit là une tendance à l'Hôpital-Dispensaire, non tel qu'il fonctionne à Londres, avec ses deux services de dispensaire et d'hôpital nettement séparés, mais tel qu'il est possible de le concevoir à Paris, c'est-à-dire consistant en un dispensaire absorbant la majeure partie de l'installation, et auquel seraient annexés quelques lits de médecine et de chirurgie.

Il faut reconnaître d'ailleurs que le système hospitalier usité à Paris fonctionne sur d'autres bases, qui ont leurs avantages indéniables, qu'il est entre les mains de l'administration et qu'il paraît au moins inutile de lui substituer des hôpitaux disséminés dans toute l'étendue de la ville.

Isolement. — Un point plus important est celui de l'isolement des enfants contagieux ou douteux. L'isole-

(1) Le Dispensaire de la rue Oudinot possède aussi une chambre à deux lits pour les opérés.

ment idéal serait assuré par un médecin résidant ou un étudiant attaché au Dispensaire, et qui verrait l'enfant dès son entrée avant qu'il ait subi tout contact avec d'autres malades.

La disposition des chambres d'isolement rue de Clignancourt (Société Philanthropique) est la meilleure : les chambres d'isolement s'ouvrent au malade dès le vestibule, immédiatement franchi le seuil de la porte d'entrée. Mais il est rarement possible d'avoir un diagnostic fait par un médecin avant le passage de l'enfant à la consultation. Il serait utile d'afficher dans les salles d'attente, d'enjoindre avec insistance à ceux qui amènent les petits malades de signaler spontanément à la directrice du Dispensaire, toujours présente, les doutes qu'ils peuvent avoir sur la contagiosité des maladies de leurs enfants.

Au Dispensaire de la rue de Crimée, le Dr Millon fait poser aux personnes qui accompagnent l'enfant les trois questions suivantes :

A-t-il mal à la gorge ?

A-t-il une éruption de boutons sur le corps ?

Tousse-t-il par quintes prolongées et saccadées ?

Si la réponse est affirmative à l'une de ces questions, ou seulement douteuse, on fait monter l'enfant par un escalier spécial, dans un local spécial, et il passe à la visite dès l'arrivée du médecin, afin d'être soustrait rapidement au voisinage de ses co-isolés.

Car, et c'est là une des lacunes les plus difficiles à combler, on isole forcément les enfants douteux les uns avec les autres, alors que tout douteux, par le fait même qu'il est douteux, devrait être laissé entièrement seul, afin

qu'un sujet porteur d'une amygdalite simple, par exemple, ne soit pas, du fait de sa maladie, particulièrement désigné pour contracter une autre maladie plus grave au contact d'un enfant diphtérique, par exemple.

En un mot il faudrait un système de boxes étroites et nombreuses, closes de toute part, chacune d'elles étant exclusivement réservée à un enfant, avec sa mère et ses frères ou sœurs s'ils sont présents (car on peut considérer ceux-ci comme contaminés *a priori*, par le fait de la cohabitation familiale); trouver quelque chose qui soit en petit le système d'isolement rigoureux pratiqué dans l'intérieur des grands hôpitaux d'enfants à Paris.

Balnéation et hydrothérapie. — Le matériel nécessaire à la balnéation est, avons-nous vu, annexé à presque tous les dispensaires; étant donné d'une part les rapports étroits de la propreté avec l'hygiène et d'autre part l'utilisation thérapeutique de l'eau froide, la salle de bains est bien à sa place dans un dispensaire. Aussi ceux qui n'en ont pas arrivent-ils aux mêmes résultats par une entente avec les établissements de bains de leur quartier, au moyen de bons délivrés aux malades; mais, l'installation une fois faite, il est certain que le bain sur place est beaucoup moins coûteux.

Nourrissons. — Enfin il semble que s'impose en tout dispensaire parisien, un service spécial de nourrissons, une consultation hebdomadaire offrant à toutes les mères nourrices un moyen de contrôler la croissance de l'enfant et de régler son alimentation.

L'usage de la balance n'est pas possible dans la plupart des familles ; les maîtres qui font autorité en matière d'hygiène infantile et de pédiatrie ont trouvé indispensable dans leur service de maternité ou d'hôpital la pesée journalière ou hebdomadaire des enfants non sevrés : la balance y est devenue d'un usage aussi courant que l'est le thermomètre dans un service de médecine : elle apporte la précision du chiffre aux observations de la clinique. Mais il ne peut être question d'introduire la balance dans les ménages indigents ; cet instrument semblerait superflu là où manque souvent le nécessaire ; d'ailleurs les pesées seraient probablement faites sans soins et sans régularité.

Disséminer dans Paris des consultations hebdomadaires de nourrissons serait fournir à toutes les mères indigentes, dans l'élevage de l'enfant, un guide permanent dont l'existence retentirait sûrement sur l'état sanitaire des enfants non sevrés.

La lecture des statistiques des dispensaires où ce service existe (Dispensaires de Belleville, du D^r Dubrisay, de la rue Oudinot, de la rue de la Jussienne, etc.), son succès constaté (90 à 120 nourrissons par consultation à Belleville, 60 à 80 au Dispensaire du D^r Dubrisay), permettent d'affirmer qu'une telle institution serait partout appréciée des intéressées.

II. — Valeur médicale et hygiénique du Dispensaire.

Sans avoir une action aussi directe que l'hospitalisation il est indéniable que le traitement dans les dispensaires, pourvu qu'il soit réservé à une certaine catégorie

de malades et qu'on envoie à l'hôpital les enfants qui présentent les symptômes d'une maladie aiguë fébrile ou d'une fièvre éruptive, ce traitement donne des résultats excellents.

Les lésions qu'on observe le plus souvent dans les dispensaires et qui y sont le plus efficacement traitées sont : la tuberculose pulmonaire dans ses manifestations initiales, la chlorose, le rachitisme, la scrofule, la coqueluche, les conjonctivites, surtout la conjonctivite purulente, les kératites, les otites, la bronchite, les maladies du tube digestif en général : enfin les affections de la peau, et, parmi les affections des dents, les caries et les anomalies de direction.

Fonctionnant parallèlement à elles, le Dispensaire facilite la surveillance de l'état sanitaire des écoles. Nous avons insisté sur le développement donné partout aux consultations des maladies de la peau et des maladies des yeux, qui sont soignées dans les familles avec une négligence et une inexpérience telles que le traitement indiqué est souvent dépourvu de toute action.

Enfin, sans pouvoir être comparés sur ce point à nos hôpitaux parisiens, les dispensaires fournissent à l'observation clinique un vaste champ d'études d'où sont déjà sorties notamment sur cette question de l'hygiène alimentaire du nourrisson, des données très précises et très documentées. A ce point de vue encore, le dispensaire pourrait donc être envisagé comme un auxiliaire de l'hôpital et de sa consultation externe.

III. — Valeur économique du Dispensaire.

Il nous reste à examiner la valeur économique de l'assistance par les Dispensaires, puisque nous nous sommes proposés d'examiner la question sous ses faces principales.

Les Dispensaires que nous avons étudiés représentent la mise en œuvre, pour l'année 1896 que nous avons prise pour type, d'un capital égal à 186,000 francs environ, si l'on en excepte le Dispensaire Furtado-Heine et le Dispensaire Ruel, qui fonctionnent au moyen de capitaux exclusivement privés, de source unique pour chacun d'eux, et dont, d'ailleurs, il ne nous a pas été donné d'avoir les chiffres de dépense annuelle.

Le chiffre total des subventions émanant du Conseil municipal de Paris s'élève à 80,000 francs ; le Conseil général intervient également, pour la somme de 3,000 francs ; les Caisses des Ecoles, qui sont alimentées en partie par des souscriptions et dons privés, apportent leur concours à dix de ces dispensaires pour une somme totale de 12,000 francs environ. Le reste des sommes employées, c'est-à-dire 90,000 francs environ, vient directement du public, par voie de dons volontaires et souscriptions. La participation de la bienfaisance exclusivement privée dans ce mode d'assistance est donc de presque cinquante pour cent, sans compter l'apport direct que font à ces œuvres, les médecins, les secrétaires-trésoriers, les administrateurs qui donnent leurs services, pour la plupart, gratuitement.

Si maintenant nous voulons mettre en parallèle avec les dépenses les résultats obtenus, nous éprouvons une certaine difficulté à établir exactement le coût moyen de la journée de traitement ou journée de présence pour la totalité des Dispensaires, parce que nous trouvons des divergences notables dans ces chiffres, suivant la nature des préparations pharmaceutiques employées, suivant l'installation du matériel, suivant qu'il est tenu compte ou non, dans les évaluations, de l'amortissement du capital absorbé par l'immeuble, si le Dispensaire est propriétaire, suivant que les distributions de lait, d'aliments, de vêtements rentrent ou non dans le chiffre trouvé.

Cependant, il est possible de déduire une moyenne qui ne soit pas arbitraire.

Si l'on veut bien nous permettre d'excepter le Dispensaire Furtado-Heine et le Dispensaire Ruel, pour lesquels nous n'avons pas de suffisante base d'appréciation, et qui, d'ailleurs, sont installés avec un confortable et même un luxe dont il est possible de retrancher, nous trouvons, d'après les chiffres que nous avons eu l'occasion d'énumérer au cours de cette étude, que la moyenne du coût d'une journée de traitement est de quarante à cinquante centimes (1) : c'est-à-dire que cette somme permet d'apporter à chaque enfant un secours thérapeutique réel et efficace, sous les diverses formes que nous avons étudiées, médica-

(1) Le prix d'une journée d'hospitalisation dans un grand hôpital d'enfants à Paris est de 3 francs à 3 fr. 25, sans tenir compte de l'intérêt représenté par l'immeuble.

ments, pansements, douches nasales, lavages des yeux, soins des dents, etc.

Nous terminerons cette étude par des considérations d'un ordre un peu particulier, mais qui ne nous semblent pas sortir du cadre de ce travail, relativement aux limites qu'il convient de faire respecter par un certain public, dans l'utilisation des dispensaires et en général de tout établissement d'assistance publique ou privée.

Dans plusieurs dispensaires nous avons vu des affiches rappelant aux consultants que les consultations et les médicaments étaient exclusivement réservés aux indigents et aux nécessiteux, et que serait exclue toute personne dont la situation sociale ne justifierait pas l'usage de consultations gratuites. Or, cette exploitation des établissements de l'Assistance publique qui porte directement préjudice à la population pauvre de Paris, puisqu'elle dérive une partie des secours gratuits au profit de malades qui pourraient et devraient les payer, cette exploitation est difficilement discernable et évitable dans une consultation des hôpitaux d'enfants, où passe une foule nombreuse, venue de tout point de Paris et même de la banlieue, et dans laquelle se glissent facilement des consultants de toute espèce. Mais, dans un dispensaire, la fraude est plus facile à dépister : le dispensaire, en effet, à peu d'exceptions près, a sa zone d'influence limitée aux quartiers voisins dont la population n'est généralement pas inconnue du personnel de l'établissement ; et s'il se glisse parmi les consultants des malades auxquels leur situation de fortune doit faire refuser l'entrée d'un établissement d'assistance, l'élimination en est faite

en parfaite connaissance de cause par le personnel du dispensaire, au besoin après une rapide enquête, s'il y a lieu.

Dans beaucoup de dispensaires, les administrateurs soucieux de ne pas voir les secours issus de dons fournis directement par eux-mêmes s'égarer hors de la classe ouvrière, font faire des enquêtes, prennent des mesures sérieuses contre les abus.

CONCLUSIONS

1° — Les dispensaires pour enfants malades indigents apparaissent comme ayant pris leur place dans l'assistance à Paris, pour servir d'auxiliaires aux hôpitaux spéciaux en déchargeant leurs salles d'un grand nombre de malades chroniques non fébriles et non alités. — L'aide matérielle que leur apportent les pouvoirs publics est légitime : ils assurent avec régularité et ponctualité les consultations médicales, les médicaments et les soins de toute nature exigés par un traitement sérieux.

Inspirés par le dispensaire du Havre, ils se sont développés rapidement depuis la création du premier établissement de ce genre à Paris (dispensaire de M. le Dr Dubrisay, 1^{er} avril 1883), et actuellement, chaque arrondissement de Paris en possède au moins un en état de fonctionnement complet. Ils se sont répartis suivant les besoins du public, c'est-à-dire proportionnellement à la densité de la population indigente.

2° — Le nombre des consultations qu'ils ont données a toujours augmenté jusqu'à ce jour, et la tenue des registres et des fiches individuelles a permis d'apprécier que

les soins donnés ont entraîné dans la généralité des cas une amélioration sensible des maladies traitées, ou leur guérison.

3° — Il semble très utile d'instituer dans chaque dispensaire un service de consultation spéciale hebdomadaire pour les enfants non sevrés, comme il en a été créé un au dispensaire de Belleville par M. le Dr Variot, afin d'insister d'une façon permanente auprès des mères pour qu'elles nourrissent elles-mêmes au sein leurs enfants, et de fournir au plus grand nombre le lait stérilisé, gratuitement ou au plus bas prix possible, toutes les fois que l'allaitement artificiel total ou partiel est reconnu nécessaire.

4° — Il semblerait utile en outre d'instituer dans tous les dispensaires des services spécialisés pour les maladies des yeux, du nez et du larynx, de la bouche, des dents et de la peau.

5° — Le dispensaire a un fonctionnement indépendant et individuel. Il entraîne une dépense faible, relativement aux services rendus. Ses ressources procèdent, en majeure partie, de dons privés et de subventions municipales.

6° — Il est facile d'en limiter l'extension suivant les ressources dont on dispose. Il est facile et même nécessaire d'en réserver l'usage exclusif à la population indigente et nécessiteuse.

BIBLIOGRAPHIE

Conseil municipal de Paris. — Rapports de la cinquième Commission par M. A. BREUILLÉ, pour les années 1896, 1897 et 1898.

DUBRISAY (J.). — Extrait de la *Revue philanthropique* du 10 novembre 1897.

Dictionnaire Dechambre. — Art. Assistance publique; Hôpitaux; Paupérisme.

FOVILLE. — Les nouvelles institutions de bienfaisance. Paris, 1888.

GROUX. — Du service médical des pauvres. Paris, 1868.

HUSSON. — Étude des hôpitaux. Paris, 1863.

MONIER. — Histoire de l'Assistance publique. Paris, 1857.

POWIŁOWICZ. — Les Dispensaires d'enfants malades. *Thèse*, Paris, 1880.

Société philanthropique. — Annaire des années 1896 et 1897.

VARIOT. — Les hôpitaux d'enfants en Italie. Paris, 1891.

— L'hospitalisation des enfants à Londres et les hôpitaux-dispensaires. Paris, 1893.

— Aperçu historique de l'hospitalisation des enfants en Angleterre. *Journal de clinique et de thérapeutique infantiles*, année 1897.

Vu :

Le Président de Thèse,
G. POUCHET.

Vu :

Le Doyen,
P. BROUARDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.





CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.